

HYDROCARBURES

193 millions de TEP de production primaire en 2026

Le groupe Sonatrach continue d'élargir ses capacités de production d'hydrocarbures. Entre janvier et août 2025, 13 nouvelles découvertes pétrolières ont été réalisées par le groupe, grâce à ses propres moyens. Cette annonce a été faite par Mohamed Arkab, ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, lors d'une audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), en marge de l'examen du projet de loi de finances pour 2026. P 3



AVEC DE NOUVELLES PLATEFORMES NUMÉRIQUES **L'Algérie accélère la modernisation de son agriculture**

Le secteur agricole algérien poursuit sa transformation numérique à grande échelle. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé à Alger le lancement de plusieurs projets structurants visant à moderniser le système d'information du secteur agricole, à travers la mise en place de plateformes numériques dédiées à chaque filière.

P 2

4^e ÉDITION DE LA CONFÉRENCE AFRICAINES DES START-UP

Près de 200 start-up prendront part à l'événement

Alger se prépare à accueillir, du 6 au 8 décembre prochain, la 4^e édition de la Conférence africaine des start-up, un rendez-vous continental majeur placé sous le thème évocateur « Élever des champions africains ». Cet événement, soutenu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, se veut une vitrine du génie algérien et du leadership du pays dans le domaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat technologique.

P 3

INDUSTRIE **L'ANFI œuvre à une meilleure gestion des zones industrielles et d'activité**

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé, jeudi à Alger, que les autorités publiques œuvrent par le biais de l'Agence nationale du foncier industriel (ANFI), à améliorer l'exploitation des zones industrielles et des zones d'activité à travers le pays, ajoutant que le travail est en cours pour assurer tous les moyens permettant de parvenir à une gestion optimale de ces espaces de production à partir de l'année prochaine.

P 2

ORAN

**Le 1er Salon international
de l'industrie des procédés
et de l'équipement du 27 au
30 octobre** P 4

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

**Nécessité de renforcer les
investissements gaziers** P 3

TOURISME

**Les opérateurs invités à
participer aux manifestations
touristiques internationales
prévues en janvier prochain** P 4

ORAN
Le 1er Salon international de l'industrie des procédés et de l'équipement du 27 au 30 octobre

Par R E.

La première édition du Salon international de l'industrie des procédés et de l'équipement (Industry Grand Expo – IGE 2025), se tiendra du 27 au 30 octobre en cours au Centre des Conventions d'Oran (CCO), a-t-on appris auprès des organisateurs. Placé sous le thème "Innovation et normalisation : l'Algérie, hub industriel", cette manifestation vise à créer un écosystème réunissant industriels, investisseurs, institutionnels et porteurs de projets autour des nouvelles technologies et des solutions de production durable, a-t-on souligné. Il s'agit d'un rendez-vous professionnel dédié à la promotion de l'innovation et de la normalisation dans le secteur industriel algérien, a-t-on indiqué. Le Salon propose quatre journées d'expositions et de conférences animées par des experts nationaux et internationaux, axées sur des thématiques telles que la recherche et développement, la digitalisation, la robotique, la gestion des ressources, ainsi que la montée en gamme des entreprises par la certification et la normalisation, a-t-on fait savoir de même source. Des secteurs clés comme la chimie, l'agroalimentaire, le textile, l'électronique et l'énergie y sont représentés. En marge de l'événement, deux initiatives phares marquent cette édition : le "Kick Factory", un espace dédié à la révélation et à l'accompagnement de projets industriels innovants portés par de jeunes ingénieurs et entrepreneurs algériens, et le "IL-HAM Award", une cérémonie de distinction, prévue le 29 octobre à l'hôtel Le Méridien d'Oran, visant à récompenser les entreprises les plus inspirantes par leur vision et leur impact industriel. Les organisateurs ambitionnent, à travers ce Salon, de positionner l'Algérie comme un acteur majeur dans la chaîne industrielle mondiale, en valorisant ses atouts compétitifs et en stimulant la coopération entre innovation locale, normalisation et ouverture à l'export. Le Salon est organisé par "AIR Group" en partenariat avec l'agence de marketing "Momentum".

AVEC DE NOUVELLES PLATEFORMES NUMÉRIQUES L'Algérie accélère la modernisation de son agriculture

Le secteur agricole algérien poursuit sa transformation numérique à grande échelle. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé à Alger le lancement de plusieurs projets structurants visant à moderniser le système d'information du secteur agricole, à travers la mise en place de plateformes numériques dédiées à chaque filière.

Par Réda Hadi

Ces plateformes permettront, selon le ministre, une identification précise des besoins en intrants et en équipements, tout en assurant un suivi rigoureux des quantités produites, stockées et commercialisées. Intervenant jeudi lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Oualid a précisé que cet outil technologique permettra également de traiter en temps réel les contraintes rencontrées par les différentes filières agricoles. L'objectif est clair : favoriser l'autosuffisance alimentaire et préparer certaines filières à l'exportation, dans le cadre d'une stratégie nationale de modernisation et de productivité, et ceci dans une stratégie axée sur la durabilité et la performance. Le ministre a rappelé que la politique du secteur repose sur plusieurs axes : l'extension des superficies cultivées, la valorisation des filières stratégiques végétales et animales, la modernisation des infrastructures et le raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique. Ces actions s'inscrivent dans une vision globale visant à renforcer la sécurité alimentaire du pays et à réduire la dépendance aux importations. À ce titre, Ya-

cine El-Mahdi Oualid a fait savoir qu'en 2020, 79.343 exploitations agricoles non raccordées à l'électricité avaient été recensées à l'échelle nationale. Grâce aux efforts menés ces dernières années, 48.710 exploitations ont été raccordées, représentant un investissement de plus de 111 milliards de dinars. La sécurité alimentaire repose essentiellement sur la filière céréalière. Celle-ci étant un pilier essentiel de la sécurité alimentaire, le ministre a détaillé les mesures entreprises pour renforcer les capacités de stockage et rapprocher les infrastructures des zones de production. Ces efforts visent à réduire les coûts de transport pour les agriculteurs et à optimiser la logistique. Parmi les projets structurants, figure la réalisation de 30 silos stratégiques d'une capacité de 100.000 tonnes chacun, ainsi que la construction de 350 centres de collecte de proximité, d'une capacité de 5.000 tonnes chacun. À ce jour, 232 centres ont déjà été achevés, témoignant d'un rythme soutenu dans la mise en œuvre de ces programmes. Aussi, cette stratégie ne peut se faire, sans un soutien accru aux agriculteurs. Et en cela, le ministère mise également sur l'amélioration de la qualité des semences et la disponibilité des engrais, deux éléments clés pour garantir le rendement des cultures. Depuis juillet, 78

guichets uniques ont été ouverts à travers le pays pour faciliter la distribution des intrants agricoles et encourager l'utilisation de techniques modernes de production. Le ministre a insisté sur l'importance de l'accompagnement des agriculteurs par des campagnes de sensibilisation et la généralisation du crédit "R'FIG", destiné à faciliter le financement de la campagne agricole. Le réseau des coopératives des céréales et légumineuses a, lui aussi, été mobilisé pour renforcer l'accès au matériel agricole et soutenir les producteurs dans leurs efforts de modernisation. Par ailleurs, dans tout acte de développement, la recherche et le développement, ainsi que le partenariat sont tout aussi essentiels. Et pour cela, Yacine El-Mahdi Oualid a souligné la nécessité de développer de nouvelles variétés résistantes à la sécheresse et aux maladies, tout en mettant en avant le rôle déterminant de la recherche scientifique et de la coopération internationale dans le développement du secteur. Grâce à ces initiatives, le ministère ambitionne de bâtir une agriculture connectée, performante et durable, capable de répondre aux défis climatiques et économiques tout en consolidant la sécurité alimentaire de l'Algérie.

INDUSTRIE

L'ANFI œuvre à une meilleure gestion des zones industrielles et d'activité

Par R E.

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé, jeudi à Alger, que les autorités publiques œuvrent par le biais de l'Agence nationale du foncier industriel (ANFI), à améliorer l'exploitation des zones industrielles et des zones d'activité à travers le pays, ajoutant que le travail est en cours pour assurer tous les moyens permettant de parvenir à une gestion optimale de ces espaces de production à partir de l'année prochaine. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, présidée par le vice-président de l'APN, Ibrahim Fakhour, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, le ministre a souligné que "L'ANFI prendra en charge prochainement l'aménagement et la gestion des zones industrielles et le règlement des problématiques empêchant leur entrée en production". Répondant à une question sur la réhabilita-

tion de l'Algérienne des textiles (Texalg) à Sétif relevant du groupe GETEX, le ministre a rappelé que ce projet a bénéficié de deux plans d'investissement, en vertu desquels les moyens de production ont été modernisés. Concernant l'usine de gazoducs de Tébessa, d'une capacité de production de 60 000 tonnes/an, le ministre a rappelé la finalisation des procédures de transfert de sa propriété au profit de Madar Holding pour la transformation de cet usine en pôle industriel spécialisé dans l'emballage métallique pour un investissement de l'ordre de 106 millions de dollars, en sus de l'usine de laminage à froid pour un investissement de 150 millions de dollars, ce qui permettra de réduire la facture d'importation des produits métalliques et de renforcer l'intégration industrielle. A une question sur les 11 zones de micro-activité inexploitées dans la wilaya de Ghardaïa, le ministre a souligné que le secteur suivait avec intérêt ce dossier, en coordination avec les autorités locales de la wilaya, rappelant les mesures prises par le Gouvernement pour la réforme du cadre

juridique et institutionnel de l'investissement et les réformes profondes opérées en matière de promotion de l'investissement et d'amélioration du climat d'affaires, en assurant un développement équilibré en faveur de l'ensemble des régions du pays. Il a expliqué que l'Etat a accordé aux investisseurs, dans le cadre des zones d'activité, d'importants avantages fiscaux et parafiscaux pour une période de dix (10) ans, ainsi qu'une restructuration des systèmes d'incitation dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement afin de renforcer les investissements, notamment dans les Hauts Plateaux et le Grand Sud. Concernant la politique de promotion et d'attraction, le ministre a affirmé que le ministère adopte une "politique intégrée" visant à mettre en valeur le potentiel d'investissement de chaque région, en coopération avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et avec l'implication des autorités locales et de la société civile, tout en consacrant le partenariat avec les banques et les fonds d'investissement.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HYDROCARBURES

193 millions de TEP de production primaire en 2026

Le groupe Sonatrach continue d’élargir ses capacités de production d’hydrocarbures. Entre janvier et août 2025, 13 nouvelles découvertes pétrolières ont été réalisées par le groupe, grâce à ses propres moyens. Cette annonce a été faite par Mohamed Arkab, ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, lors d’une audition devant la Commission des finances et du budget de l’Assemblée populaire nationale (APN), en marge de l’examen du projet de loi de finances pour 2026.

Par Sirine R.

En plus de ces découvertes, le ministre a annoncé que la production primaire d'hydrocarbures de l'Algérie devrait enregistrer une hausse de 2 % en 2026, portant ainsi le volume de production à 193 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), soit une augmentation de 3 millions de TEP par rapport à l'année en cours. Cette dynamique de croissance est soutenue par l'ensemble des produits des hydrocarbures, dont le pétrole, le gaz naturel et les condensats. Le ministre d'Etat a précisé que Sonatrach a mis en place des efforts considérables pour accroître les réserves et optimiser la production, notamment à travers la réalisation de 7 824 km² de levés sismiques 2D et 7 768 km² en 3D. Ces efforts sont renforcés par des forages d'exploration et de développement, ayant atteint plus de 466 156 mètres entre janvier et août 2025, soit une hausse de 15 % par rapport à 2024. En outre, le nombre de puits creusés a également augmenté, atteignant 142 puits contre 121 à la même période en 2024. Il a en outre annoncé le lancement par l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures «AL-NAFT», d'un nouvel appel d'offres au début de l'année 2026 pour les offres d'exploration, suite au succès de l'appel d'offres «Algeria Bid Round 2024»,

soldé rappelant le par la signature de cinq contrats avec de grandes entreprises internationales. Le ministre a souligné l'importance de cette initiative dans le cadre de l'objectif de l'Algérie de renforcer l'attrait de son secteur énergétique, de contribuer à la diversification de l'économie et de soutenir le développement national. Arkab a également précisé que Sonatrach s'engage activement dans la réalisation de projets stratégiques pour renforcer la capacité de production d'hydrocarbures du pays et accroître les réserves nationales. Le ministre a noté par ailleurs une hausse de la consommation nationale des produits pétroliers à 15 millions de tonnes depuis le début de l'année 2025, comparé à la même période de l'année précédente, avec une augmentation particulière de la consommation de diesel, essence et gaz butane. Cependant, les efforts d'exportation restent constants, avec une exportation de 900 000 tonnes de phosphate pour un montant de plus de 80 millions de dollars au premier semestre 2025. Concernant les recettes de l'État, celles issues des exportations d'hydrocarbures ont atteint 31 milliards de dollars à la fin septembre 2025. Cette performance est accompagnée par un investissement de 5 milliards de dollars pour accompagner le développement des activités du secteur des hydrocarbures et des mines, renforçant ainsi la

compétitivité de Sonatrach et sa capacité à répondre aux besoins internes et externes en énergie. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de l'Algérie en matière de réduction des gaz à effet de serre, Arkab a rappelé l'objectif fixé par Sonatrach visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à ramener le volume global de gaz torché à moins de 1% d'ici 2030. A cet effet, le groupe public a activé l'initiative "Eliminer le torchage de routine d'ici 2030", ainsi que l'objectif "Zéro émission de méthane" en lien avec ses activités, a fait savoir le ministre. De plus, le stockage naturel du carbone constitue "l'un des principaux axes" du programme que l'Algérie entend mettre en œuvre, à travers l'investissement de plus d'un (1) milliard de dollars, par le groupe Sonatrach, dans un projet de reboisement de 520.000 hectares sur dix (10) ans, ce qui permettra de renforcer le développement socioéconomique et de créer des opportunités d'emplois à travers l'ensemble du territoire national, ajoute M. Arkab. En ce qui concerne les mines, des projets majeurs sont en cours, tels que celui de Gara Djebilat (Tindouf), ainsi que des projets d'exploitation du phosphate dans les wilayas de Tébessa et Souk Ahras, et du zinc et plomb à Oued Amizour-Tala Hamza (Béjaïa).

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ Nécessité de renforcer les investissements gaziers

Par R E.

Les ministres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), réunis jeudi à Doha (Qatar), ont souligné la nécessité de renforcer les investissements gaziers afin de répondre à la demande croissante pour cette source d'énergie propre, tout en mettant en garde contre les appels "trompeurs" à cesser le financement des projets de développement gazier. Dans leur communiqué final adopté à l'issue de la réunion à laquelle a pris part le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, les ministres ont insisté sur "l'importance d'investir en temps opportun tout au long de la chaîne de valeur du gaz, pour garantir des approvisionnements suffisants répondant à la demande croissante". Après avoir salué "la capacité des pays membres à assurer des approvisionnements stables malgré les fluctuations des marchés", les participants ont mis en garde contre "les appels trompeurs" visant à cesser les investissements dans le gaz naturel, une démarche qui aura un impact négatif sur la sécurité énergétique". Les ministres du Forum ont également exprimé leur "profonde préoccupation quant à la possibilité d'imposer des mesures ou des réglementations restrictives unilatérales à portée extraterritoriale", citant notamment le règlement européen sur les émissions de méthane (EU MER), la directive européenne sur le devoir de vigilance en matière de durabilité des entreprises (EU CSDDD) et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (EU CBAM)". Ces réglementations "imposent des obligations qui vont souvent à l'encontre des principes et des exigences de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, de l'Accord de Paris et des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)", annonçant à cet effet la création d'un groupe de travail temporaire du Forum chargés de ces questions, selon le communiqué. Les participants ont, par ailleurs, appelé à mobiliser les ressources financières nécessaires pour le soutien et le développement des infrastructures gazières, en coordination avec les institutions financières internationales, les banques multilatérales de développement et le secteur privé, afin de faciliter le financement des projets gaziers.

4^e ÉDITION DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Près de 200 start-up prendront part à l’événement

Par M A.

Alger se prépare à accueillir, du 6 au 8 décembre prochain, la 4^e édition de la Conférence africaine des start-up, un rendez-vous continental majeur placé sous le thème évocateur « Élever des champions africains ». Cet événement, soutenu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, se veut une vitrine du génie algérien et du leadership du pays dans le domaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat technologique. Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a affirmé lors de son intervention à la radio nationale que cette édition sera « particulière à plus d'un titre », grâce à « l'appui fort du président de la République et à la maturité de l'écosystème national ». Selon lui, « l'Algérie occupe aujourd'hui un rôle pionnier dans le domaine des nouvelles technologies sur le continent », une position que cette conférence contribuera à consolider en rassemblant les forces vives de l'innovation africaine.

Près de 200 start-up africaines prendront part à cette édition, qui réunira également des entrepreneurs, des investisseurs et des décideurs venus d'Afrique et d'ailleurs. L'objectif est clair : « renforcer la coopération, échanger les expertises et appuyer le rôle des jeunes dans la réalisation du développement durable en Afrique », a précisé M. Ouadah. Le Rwanda a été choisi comme invité d'honneur, symbole d'une Afrique en mouvement, innovante et résolument tournée vers l'avenir. La conférence servira aussi de plateforme d'investissement, en attirant des capitaux étrangers issus d'instances de financement internationales. Le ministre a souligné que « le cadre législatif algérien est désormais prêt à accueillir des fonds d'investissement étrangers », une évolution majeure qui contribuera à renforcer le climat de financement des start-up et à stimuler la création d'entreprises innovantes sur le territoire national. Parmi les activités phares de ce grand rendez-vous figurent une rencontre consacrée à la création de fonds d'investissement en Afrique, une autre regroupant les

bailleurs de fonds internationaux et les gestionnaires de fonds algériens et africains, ainsi qu'une "Deal Room" numérique destinée à favoriser les mises en relation directes entre investisseurs et start-up. Ce dispositif interactif permettra de conclure des partenariats et contrats d'investissement en temps réel, renforçant ainsi la dimension concrète et opérationnelle de l'événement. « Nous voulons faire de cette conférence une passerelle entre les porteurs de projets et les sources de financement, mais aussi une tribune pour les success stories africaines », a indiqué M. Ouadah, qui a rappelé que l'événement s'inscrit dans la continuité du succès de la 4^e Foire commerciale intra-africaine (IATF), tenue à Alger du 4 au 10 septembre dernier, un succès qui a confirmé « la place stratégique de l'Algérie parmi les grands organisateurs d'événements économiques et technologiques du continent ». Sur le plan national, le ministre a réaffirmé la volonté du gouvernement de créer 20 000 start-up avant les délais prévus, un objectif rendu possible par la mise en place de cadres juridiques adaptés,

d'incitations ciblées et de mécanismes de soutien à l'innovation. « Notre ambition est de bâtir un tissu de start-up durables et compétitives, capables d'exporter leur savoir-faire et de contribuer à la souveraineté technologique du continent », a-t-il déclaré. Par ailleurs, M. Ouadah a profité de l'occasion pour évoquer les avancées réalisées dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). Il a annoncé la création d'un conseil scientifique national composé d'experts algériens, chargé de formuler une stratégie nationale de développement de l'IA. L'Algérie, a-t-il expliqué, s'attelle à « élaborer un modèle d'intelligence artificielle propre à sa société, en harmonie avec ses traditions, sa culture et son héritage civilisationnel ». Enfin, le ministre a rappelé que plus de 50 000 personnes ont déjà bénéficié du statut d'auto-entrepreneur depuis son lancement en janvier 2024, preuve, selon lui, du dynamisme croissant de la jeunesse algérienne. Cette 4^e Conférence africaine des start-up, a-t-il conclu, « sera un tournant décisif pour positionner Alger comme capitale africaine de l'innovation ».

AGRICULTURE

Le ministre Oualid reçoit le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, M. Maxim Ryzhenkov, dans le cadre de la visite qu'il effectue en Algérie accompagné d'une délégation de haut niveau, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est tenue jeudi, "les deux parties ont souligné l'importance que les dirigeants des deux pays accordent au renforcement du partenariat et de la coopération entre l'Algérie et la Biélorussie dans les domaines d'intérêt commun, ainsi que la forte volonté de concrétiser ce partenariat sur le terrain et de propulser les relations bilatérales vers de nouvelles dimensions, notamment dans les domaines liés au secteur agricole". Les deux parties ont également examiné, ajoute le communiqué, "de nombreuses autres opportunités de renforcement des relations de partenariat dans le domaine de la construction d'infrastructures pour le stockage des céréales, du développement de l'industrie agroalimentaire et de la coopération en matière de recherche scientifique et technique". La partie biélorusse a exprimé "son grand intérêt pour le développement que connaît le secteur de l'Agriculture en Algérie et les perspectives prometteuses dont il est porteur, ouvrant ainsi le champ à de vrais partenariats entre les deux pays, notamment dans l'industrie du matériel agricole, eu égard à la demande croissante enregistrée à ce propos en Algérie, en raison de l'élargissement des investissements agricoles, notamment dans le sud", ajoute la même source. Les deux parties ont convenu de "la nécessité de trouver des mécanismes pour renforcer les échanges bilatéraux en vue de promouvoir le volume des échanges commerciaux à un niveau meilleur que l'actuel, et ce, à travers l'organisation de visites en Algérie et en Biélorussie". Les accords conclus entre l'Algérie et la Biélorussie dans le domaine de la santé animale visent à renforcer le commerce bilatéral, selon le communiqué.

SUIVI DE L'EXÉCUTION DES CONTRATS SIGNÉS À L'IATF 2025

Le Premier ministre réunit les opérateurs économiques

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi au Palais du Gouvernement, une réunion de travail avec les opérateurs économiques ayant signé des contrats lors de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), tenue en Algérie du 4 au 10 septembre dernier, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Cette rencontre qui vient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été consacrée à la mise en place des mécanismes opérationnels pour le suivi de l'exécution de ces contrats, selon la même source. Les participants à cette rencontre ont échangé les vues sur les perspectives prometteuses offertes par le marché africain, et les moyens de renforcer les capacités d'exportation de l'Algérie vers les différents pays du continent, dans le cadre d'une dynamique croissante d'intégration économique régionale. A cette occasion, le Premier ministre a réaffirmé



le soutien constant que le président de la République apporte aux opérateurs économiques nationaux, soulignant l'importance majeure de leur rôle dans la

réalisation des objectifs de développement global et la diversification de l'économie nationale, conclut le communiqué.

TOURISME

Les opérateurs invités à participer aux manifestations touristiques internationales prévues en janvier prochain

L'Office national du tourisme (ONAT) a invité les opérateurs souhaitant participer aux manifestations touristiques internationales de l'année 2026, notamment celles prévues en janvier prochain, indique vendredi un communiqué de cette institution. "Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du secteur touristique pour l'année 2026 à l'échelle internationale, le secteur du tourisme et de l'artisa-

nat participera à deux manifestations touristiques au cours du mois de janvier, afin de promouvoir la destination touristique algérienne et d'explorer de nouveaux marchés à intégrer dans les programmes touristiques", précise la même source. Il s'agit du "Salon international du tourisme (Vakentiebeurs), prévu du 08 au 11 janvier prochain aux Pays-Bas, et du Salon international du tourisme (Fitur Madrid) prévu du 21

au 25 janvier à Madrid (Espagne)". "Les opérateurs touristiques souhaitant participer (agences de tourisme et de voyages, hôtels, artisans) sont invités à remplir le formulaire de participation via le lien suivant : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfvXIY1oh2X5Zf6g5NQoL-Qj8P_5tvADmIcRRhQjva0LlXqQ/vi ewform", ajoute le communiqué. Le formulaire doit être accompagné "d'une fiche technique détaillée des

produits et offres proposés, afin qu'elle soit étudiée, au plus tard le mardi 4 novembre 2025, à l'adresse électronique suivante: rpc@ont.dz". "Le nombre de participants sera déterminé en fonction de l'espace attribué au stand algérien", a fait savoir l'ONAT qui a ajouté que "la fiche technique doit être détaillée et précise, afin de garantir la sélection des meilleures offres correspondant à la nature du marché".

MATIÈRES PREMIÈRES

L'or recule, le cuivre poursuit sa hausse

Le cours de l'or a enregistré une baisse en début de séance vendredi, poursuivant sa correction après le record historique de lundi, malgré un ralentissement de l'inflation aux Etats Unis. Vers 16H15, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait à Londres à 4.117,13 dollars, contre 4.251,82 dollars sept jours plus tôt à la clôture. Le cours de l'or avait brutalement chuté mardi et mercredi, les investisseurs ayant vendu pour engranger des bénéfices en période de relative accalmie dans les relations commerciales sino-américaines. Le recul de la demande pour le métal précieux est survenu après un accord entre Pékin et Washington

pour mener de nouvelles négociations, le président Donald Trump estimant que les droits de douane supplémentaires de 100% dont il a menacé la Chine n'étaient "pas viables". Après avoir atteint un nouveau record lundi, à 4.381,52 dollars l'once, l'or a donc "subi des prises de bénéfices", ont fait constater des analystes. Le recul de l'or a été conforté par "un ralentissement de la demande physique des principaux acheteurs asiatiques". Au plus bas de la séance mardi, l'or perdait 6,3% par rapport à la clôture de la veille, un niveau de baisse qui n'avait pas été observé depuis avril 2013, selon Bloomberg. L'argent, autre actif de

réserve, est également tombé mardi de plus de 8,6% en séance, une chute inédite depuis 2021. Malgré la volatilité actuelle des prix, l'or reste "l'actif de référence des investisseurs mondiaux" qui sont "en quête de protection contre les inquiétudes liées aux dettes souveraines, les tensions commerciales et géopolitiques, ainsi que l'inflation", tempère Ipek Ozkardeskaya, analyste à Swissquote, qui s'attend à ce qu'il continue de grimper à plus long terme. Le cours du cuivre a grimpé cette semaine, porté par les perspectives de relance en Chine, premier importateur de minerai de cuivre et producteur de cuivre raffiné.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	450,00	0,00	0,00	5,68	7,94	7,78	23641	10 638 450,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	66101	93 202 410,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	2460,00	0,00	1,03	2,31	6,54	6,50	410	1 008 600,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2250,00	0,00	6,07	-0,31	10,73	5,56	151435	340 728 750,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	380,00	-5,00	-4,63	-5,01	4,80	-	10	3 800,00
SAIDAL	SAI	400,00	400,00	0,00	0,58	-0,44	3,78	5,25	200	80 000,00

L'innovation au cœur du changement

Deux informations 'phare' nous ont été livrées presque concomitamment en ce mois d'octobre 2025, que nous attribuerons davantage au hasard du calendrier pour éviter de leur trouver des analogies épistémologiques, ce qui les rendrait encore plus insensées qu'elles ne le sont. Pourtant ces deux informations relèvent du même substrat mais restent peu comparables par leur statut et leur portée.

2^e partie et fin

Rachid Meksen (*)

En résumé, Philippe Aghion, par son Nobel 2025, élève l'innovation au rang de pilier incontestable de l'économie moderne. Sa théorie de la destruction créatrice révèle comment le progrès technologique, nourri par la compétition et l'ouverture, engendre une croissance endogène et inclusive. Face aux défis de 2025 – protectionnisme, IA monopolistique, urgence climatique –, ses recommandations appellent à des investissements massifs en science et à des régulations pro-innovation. Comme il le dit, "la puissance économique repose sur le leadership technologique" : ignorer cela, c'est choisir le déclin. Ce résumé, condensant des décennies de recherche, invite les décideurs à agir pour que l'innovation reste le moteur d'un avenir prometteur. Passons à présent sur Le Global Innovation Index (GII) 2025, publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Ce classement, qui évalue la capacité d'un pays à produire et diffuser l'innovation, met en lumière les faiblesses structurelles de notre système national encore peu connecté aux exigences de la recherche appliquée et du secteur productif. Malgré la présence d'universités dynamiques et d'une jeunesse instruite, l'écosystème algérien reste freiné par la lourdeur administrative, le manque de financement ciblé et l'insuffisance de passerelles entre l'université et l'entreprise. Plusieurs spécialistes soulignent que l'innovation ne se décrète pas, pas plus qu'elle ne s'improvise. Elle se construit dans la durée, par la cohérence entre vision politique, environnement économique et liberté académique. À ce niveau, l'Algérie a encore un chemin à parcourir pour transformer son potentiel humain en moteur de progrès technologique et industriel.

Pourquoi l'Algérie peine à décoller ?

À l'image d'autres publications basées sur les classements des pays, on soupçonne des données manquantes, non transmises à l'OMPI, et qui doivent expliquer en partie cette position dans le classement. Cette pratique de « la chaise vide » se répercute négativement sur les performances mises à jour même si on ne conteste point la faiblesse du capital-innovation algérien, souvent limité à des initiatives isolées, sans stratégie nationale cohérente. Les universités, pourtant riches en talents, peinent à collaborer avec le secteur privé. Le manque de financements dédiés à la recherche appliquée, combiné à la rareté des partenariats. Les informations collectées sur le site de l'INAPI (Etablissement en charge de la



propriété industrielle, autrement dit de l'enregistrement des brevets) fournissent une première et palpable explication. Nombre de brevets d'invention déposés en 2024 : 1400, mais majoritairement par des inventeurs isolés, non structurés dans des sociétés à même de valoriser au près ces produits et surtout le fait d'étrangers majoritairement, dessinant encore une frontière technique et culturelle avec les intervenants locaux. Néanmoins l'année 2024 marque un saut significatif des dépôts de brevet, dans les années antérieures ils plafonnaient à 300/an. En parallèle, l'office européen des brevets ou l'OMPI pour les autres pays, recensent en 2023

- 9410 brevets pour la Suisse
- 10814 pour la France
- 287 954 pour la Corée du Sud

Et un chiffre impressionnant pour la Chine avec 1,6 million de brevets. À l'échelle mondiale, le classement du GII 2025 reste dominé par les économies les plus développées mais marque aussi l'entrée remarquée de la Chine dans le Top 10. Dans le Top 5 mondial 2025 on retrouve les habitués :

1. Suisse : en tête pour la 15^e année consécutive, grâce à la performance exceptionnelle de son secteur créatif et à la qualité de ses institutions.
2. Suède : elle se distingue par une forte sophistication des entreprises et une recherche scientifique de pointe.
3. États-Unis : le pays reste un géant en matière de R&D privée, soutenu par la puissance de ses universités et de ses startups.
4. Corée du Sud : elle atteint son meilleur classement historique, portée par un investissement massif dans la recherche et l'éducation.
5. Singapour : toujours parmi les meilleurs grâce à un écosystème favorisant

l'innovation technologique et les collaborations internationales. A des fins d'amélioration de la position nationale (115^e /139), on doit rappeler comment s'opère l'innovation dans les entreprises et se diffuse dans l'économie. Elle provient de plusieurs sources complémentaires :

- La recherche et développement (R&D) demeure le pilier historique de l'innovation technologique. Les laboratoires d'entreprise ou les partenariats avec des universités permettent la mise au point de nouveaux procédés et produits.
- L'observation du marché et des clients joue un rôle majeur : les entreprises innovantes savent écouter les besoins émergents, les insatisfactions et les tendances sociétales (écologie, numérique, personnalisation etc).
- Les ressources humaines constituent un moteur d'innovation. La créativité des employés, la diversité des profils et la liberté d'initiative favorisent l'émergence d'idées nouvelles. Des cursus à fort contenu technologique, des passerelles entre l'académique et l'expérimental, des stages pour les apprenants sont parmi les mesures prometteuses à généraliser.
- Enfin, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont révolutionné la manière de collaborer, d'expérimenter et de diffuser l'innovation. Certainement que les mesures prises en direction de la généralisation du numérique se répercuteront favorablement dans la sphère sociétale et hisseront substantiellement le classement. Levier de compétitivité, l'innovation permet à l'entreprise de se différencier de ses concurrents. Un produit innovant attire de nouveaux clients, renforce la notoriété de la marque et ouvre de nouveaux segments de marché. Dans les secteurs à forte concurrence (automobile, numérique, pharmaceutique), elle est

souvent la clé de la survie. Source de croissance et de rentabilité, elle assure aux entreprises une croissance plus rapide sous réserve qu'elles admettent de changer de taille, voire de propriétaires en accueillant des investisseurs. L'innovation crée de la valeur ajoutée, améliore la productivité et peut réduire les coûts grâce à des procédés plus efficaces. Elle attire aussi les investisseurs, convaincus du potentiel de développement. Facteur d'attractivité interne par l'effet de stimulation des équipes, elle encourage les salariés engagés dans des projets innovants en développant un sentiment d'appartenance et de motivation. De plus, les entreprises reconnues pour leur esprit d'innovation attirent les talents, notamment les jeunes diplômés en quête de sens et de créativité. Au total, l'innovation est aujourd'hui un rouage central du développement économique et un facteur de différenciation pour les entreprises. Elle ne se réduit pas à une invention technologique, mais constitue un processus global d'apprentissage, de création de valeur et d'adaptation au changement. Les entreprises les plus performantes sont celles qui ont su transformer l'innovation en culture, la mesurer avec pertinence et l'inscrire dans une vision durable. Dans un monde en perpétuelle mutation, innover n'est plus une option, mais une condition de survie. Telles sont restituées avec le plus de fidélité possible et de bon sens :

- * la pensée de l'économiste lauréat du Nobel 2025,
- * ainsi que le sentier à emprunter pour que l'économie algérienne émerge et se positionne dans les hauteurs du classement.

(*) Économiste, ancien directeur général au Ministère de l'industrie

EL BAYADH

Une caravane médicale spécialisée au profit de la commune de Tousmouline

Une caravane médicale spécialisée a été organisée, jeudi, au profit des habitants de la commune de Tousmouline (wilaya d'El Bayadh), a-t-on appris auprès de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Bougtob. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du jumelage médical interne entre l'EPH de Bougtob et l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) d'El- Kheiter, et a été mise en place au niveau de la salle de soins de Tousmouline, ajoute la même source. La caravane a regroupé plusieurs spécialités médicales, notamment la médecine générale, la chirurgie générale, les maladies endocriniennes et diabète ainsi que les maladies de l'appareil digestif. Ces opérations, organisées périodiquement à travers différentes communes et zones éloignées de la wilaya, permettent d'assurer de nombreuses consultations médicales spécialisées, dans le but de rapprocher les prestations de santé du citoyen et de réduire leurs déplacements pour des soins.

ADRAR

Une trentaine de participants au salon national de l'artisanat et des produits du terroir

Une trentaine d'artisans représentant différentes wilayas des quatre coins du pays prennent part au salon national de l'artisanat et des produits du terroir organisé à Adrar à l'initiative de la chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM), a-t-on appris vendredi des organisateurs. Inaugurée par les autorités locales à la place des martyrs au centre-ville d'Adrar, cette manifestation de huit jours, constitue une opportunité propice aux participants pour exposer et commercialiser leurs produits au public, en plus de faire connaître les facilités offertes par l'Etat à travers les dispositifs d'accompagnement visant à promouvoir ce secteur, a souligné le directeur de la CAM, Abdelhafid Ghouila. Les stands, qui ont enregistré un vif engouement des visiteurs dès les premières heures d'ouverture, proposent une panoplie de produits d'arts et de l'artisanat traditionnel, tels que des articles de couture, de bijouterie et de vannerie, ainsi que des produits de la ruche et des cosmétiques naturels. La cérémonie d'ouverture du salon, a été marquée par des spectacles folkloriques, qui ont attiré un public nombreux.

ALGER

Clôture du Salon régional de l'emploi par la signature de contrats entre entreprises économiques et diplômés

Les activités du Salon régional de l'emploi ont été clôturées, jeudi à Alger, par la signature de contrats de travail entre des entreprises économiques et des diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

Organisé deux jours durant, le salon a été marqué par la participation d'entreprises économiques et de diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels des wilayas d'Alger, Blida, Boumerdès, Tipaza, Bouira, Tizi Ouzou, Médéa, Chlef et Aïn Defla, ainsi que des différents dispositifs de soutien à l'emploi, des directions de la formation professionnelle, et de l'emploi et de la sécurité sociale des dites wilayas. Lors de la deuxième journée de ce Salon, des exposés ont été présentés portant notamment sur "les prestations de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), et ses différents services numériques et applications", "les principes fondamentaux de

création d'une micro-entreprise", et "la modernisation des services de la sécurité sociale pour faciliter les procédures administratives au profits des assurés sociaux". Le programme a également inclus des ateliers pratiques sur "les techniques de recherche d'emploi et la rédaction d'un CV" ainsi que des séances interactives et des entretiens entre les diplômés des établissements de formation professionnelle, en quête d'emploi, et les chefs entreprises économiques, outre des espaces dédiés à la présentation des programmes des dispositifs de soutien à l'emploi et à l'entrepreneuriat, notamment pour ce qui est de la création de micro-entreprises. Placé sous le slogan "De la formation vers

l'insertion et la créativité", cet événement organisé par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en coordination avec le secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, s'inscrit dans le cadre des mesures d'accompagnement visant à faciliter l'insertion professionnelle des diplômés de la formation professionnelle. Le salon tend à créer des espaces de rencontre entre les diplômés de la formation professionnelle, et les responsables d'entreprises et des secteurs économiques, afin de "permettre à ces jeunes d'établir un contact direct avec les entreprises, de favoriser leur accès à l'emploi ou encore de les encourager à lancer leurs propres projets".

CHLEF

Large participation à une première opération de plantation à Chorfa

Une première opération de plantation lancée, vendredi, par la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya de Chlef, en coordination avec ABC Bank Algérie au niveau du club équestre de Chorfa, dans le cadre de la campagne nationale de plantation d'un million de plants d'arbres, a connu une large participation, illustrant une adhésion citoyenne en faveur de la protection de l'environnement. L'opération, organisée à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, a consisté en la plantation de plus de 200 plants de différentes espèces.

Elle a connu une large participation des employés du secteur de la jeunesse et des sports et ceux de l'antenne locale d'ABC Bank, ainsi que des volontaires et des membres des Scouts musulmans. La directrice de la Communication à ABC Bank, Nawel Tamazight, a indiqué, à l'APS, que cette initiative à dimension environnementale et qui s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de plantation, "vise à participer au succès de cette opération, dans l'objectif premier est de protéger les forêts et lutter contre le changement climatique".

Elle a ajouté que cette opération, qui sera poursuivie demain par toutes les antennes de la banque à travers le pays, "démontre l'engagement de la banque à soutenir les efforts des autorités pour préserver les forêts et la biodiversité, et renforcer son rôle d'acteur économique conscient de ses responsabilités environnementales et sociales". De son côté, le directeur de l'Office du parc omnisports (OPOW) de Chlef, Noureddine Guezou, a salué l'initiative lancée par ABC Bank Algérie, soulignant que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour la réussite de

l'opération de plantation. Ainsi, la Conservation des forêts a prévu plus de 20.000 plants pour la campagne de plantation qui se déroulera au niveau de 16 sites à travers 12 communes, notamment les régions touchées dernièrement par les feux de forêts. L'opération connaîtra une grande participation d'associations, de clubs et de volontaires. Le coup d'envoi de l'opération de plantation sera donné par les autorités de la wilaya à partir de la forêt de Bouamoud dans la commune de Zeboudja, selon les services de la wilaya.

GUELMA

Trois nouvelles communes retenues pour l'approvisionnement en eau depuis la station de dessalement de l'eau de mer de Koudiet Eddraouche

Trois communes nouvelles de la daïra de Hammam N'baïl de Gu- lema viennent d'être retenues pour bénéficier de l'approvisionnement en eau potable depuis la station de dessalement de l'eau de mer de Koudiet Eddraouche dans la wilaya d'El Tarf s'ajoutant aux neuf communes déjà programmées, a-t-on appris jeudi auprès du wali, Houria Aggoun. Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la 3ème session 2025 de l'APW, Mme Aggoun a précisé que la wilaya a été dernièrement informée de la décision d'intégrer les communes de Hammam N'baïl, Dahouara et Oued Cheham au programme de raccordement à la station de dessalement de l'eau de mer de la wilaya d'El Tarf. L'intervenante a souligné que le raccor-

dement de la daïra de Hammam N'baïl à l'Est de la wilaya à la station de dessalement de l'eau de mer permettra d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des citoyens de ces communes enregistrant un déficit en ressources d'eau. Elle a indiqué que ces nouvelles communes sont ajoutées aux neuf communes de la wilaya déjà retenues pour bénéficier de 40.000 m3/jour produite par la même station. Ces communes, a-t-elle ajouté, où les travaux de réalisation des structures prévues (château d'eau, stations de pompage, canalisations) touchent à leur fin sont Ain Ben Beida, Oued Fragha, Bouche-gouf, Medjez Sfa, Nechmaya, Guellaat Bousbaa, Fedjoudj, Bouati Mahmoud et Héliopolis qui totalisent plus de 120.000 habitants.

Mme Aggoun a considéré que ce projet qui s'inscrit dans le cadre du programme d'urgence lancé par le président de la République, M Abdelmadjid Tebboune pour assurer la sécurité hydrique du pays "viendra consolider la sécurité hydrique dans la wilaya de Guelma et assurer des ressources en eau alternatives et durables aux régions confrontées à un déficit en eau dans ces communes de la wilaya". Le projet de budget primitif (BP) pour l'exercice 2026 de la wilaya a été adopté au cours de cette session dédiée au héros chahid Lakhdar Menani, né à Tébessa en 1909, qui a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale –ALN) en 1955 avant d'être arrêté par l'armée coloniale française, torturé jusqu'à la mort et son cadavre jeté en un lieu méconnu en 1958.

Quand les capitaux de la Big Tech dictent la politique américaine

Alors que Donald Trump s'attaque aux libertés civiles et au filet de sécurité sociale, les Démocrates ne savent plus quoi faire. La domination continue du capital sur les deux partis et les machinations de la Big Tech en particulier sont essentielles pour comprendre notre crise politique, affirme Thomas Ferguson.

1^{ère} partie

Par Thomas Ferguson (*)

Depuis sa défaite dévastatrice face au GOP de Donald Trump en novembre dernier, le Parti démocrate peine à redresser la barre. La popularité de Trump est en baisse, mais la cote de popularité des Démocrates semble bien pire. Le parti est également en proie à de profonds conflits internes, bien illustrés par le cas du socialiste démocrate Zohran Mamdani, qui a remporté de manière décisive l'investiture démocrate pour la mairie de New York en juin avec un programme économique populiste, mais qui s'est heurté à l'indifférence ou à l'hostilité d'une grande partie de l'establishment du parti.

Comment expliquer la piètre image du Parti démocrate auprès du public et son incapacité à se ressaisir ? Pour Thomas Ferguson, directeur de recherche à l'Institute for New Economic Thinking (INET) et professeur émérite à l'université du Massachusetts à Boston, les réponses sont à chercher dans les échecs économiques de l'administration Biden et dans l'influence démesurée des grandes fortunes sur le parti. Ferguson est très connu en raison de son travail novateur sur la manière dont les intérêts capitalistes ont façonné le développement de la coalition du New Deal ; ces dernières années, lui et ses collègues de l'INET n'ont eu de cesse de démontrer que les dons importants déterminent les résultats électoraux et que le mécontentement vis-à-vis du statu quo néolibéral a préparé le terrain pour le trumpisme.

Ferguson soutient que le choc inflationniste sous Joe Biden a profondément aliéné les électeurs de la classe ouvrière des Démocrates et que le parti est déchiré par un conflit majeur entre les intérêts des travailleurs et ceux du capital – en particulier les capitalistes de la haute technologie qui ont investi dans l'intelligence artificielle et la crypto.

Nick French, de Jacobin, s'est récemment entretenu avec Ferguson pour aborder la question du rôle de l'argent dans les élections, la manière dont les priorités fluctuantes de la Silicon Valley bouleversent le paysage politique, et ce qui, le cas échéant, pourrait sortir de l'impasse actuelle au sein de la coalition démocrate.

Nick French : Vous avez souvent parlé de la domination des grandes fortunes sur le système politique américain. Commençons par un bref exposé de votre « théorie de l'investissement concernant la concurrence entre les partis ».

Thomas Ferguson : Selon les modèles démocratiques habituels, les coûts liés aux campagnes politiques sont très modestes. En réalité, on peut tout simplement les ignorer. Or, la réalité est tout

autre : les coûts sont énormes. Il ne s'agit pas seulement du coût de l'information, mais aussi de celui de l'action et du suivi dans le monde réel. La seule façon pour les citoyens ordinaires de contrôler l'État est donc de se regrouper et de partager ces coûts par l'intermédiaire des syndicats et des organisations communautaires – s'il s'agit d'organisations réellement communautaires, et non de pseudo organisations financées par les grandes fortunes, comme c'est souvent le cas, surtout depuis les années 1970.

En l'absence de moyens efficaces d'action politique pour les électeurs ordinaires, le pouvoir passe par défaut entre les mains de ceux qui peuvent payer ces coûts : les grands investisseurs et les entreprises, en particulier les grandes sociétés et les groupes qui y sont organisés. Voilà, en quelques mots, le fondement de la théorie de l'investissement des partis politiques.

Les tests empiriques de cette affirmation fondamentale sont en principe clairs, ils sont cependant difficiles à mettre en œuvre. Les données d'archives relatives au passé sont très révélatrices lorsque les documents ont été conservés, mais elles sont rarement disponibles dans le présent. Il existe certaines approches statistiques plus récentes, telles que l'analyse d'événements, que j'ai utilisée, par exemple pour étudier l'ascension au pouvoir d'Adolf Hitler et les opérations d'open market de la Réserve fédérale, mais la méthode la plus convaincante et la plus facile à comprendre consiste à analyser les schémas de financement politique.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas facile, ni aux États-Unis ni ailleurs. Les rapports sont fragmentaires, désorganisés et parfois dissimulés. L'argent en politique prend également de nombreuses formes autres que les contributions aux campagnes électorales. En outre, pour révéler des informations intéressantes, il est nécessaire d'intégrer ces données à une multitude d'autres données économiques.

Je suis souvent frappé de voir que les médias consacrent d'importantes ressources à l'analyse des sondages, presque comme s'il s'agissait de statistiques de baseball, mais ne traitent que superficiellement la question des financements politiques. Ni les universitaires, ni les médias, ni les sites web consacrés à l'argent en politique ne parviennent à agréger les contributions des grands donateurs et des entreprises au fil du temps, ni à les classer en unités significatives.

Si vous souhaitez obtenir des données précises, rien ne remplace le fait de le faire soi-même. Les campagnes électorales ont recours à toutes sortes de stratagèmes, parfois délibérément trompeurs. J'ai moi-même vu un courriel que la campagne de Barack Obama a

envoyé aux donateurs, les avertissant de ne pas faire leur don en une seule fois, mais de répartir l'argent en petites contributions. Même les médias ont fini par comprendre cette astuce, cependant personne n'a vraiment réussi à recouper les statistiques. Il est bien plus compliqué qu'on ne l'imagine de relier des individus à des entreprises et à des secteurs d'activité. Les mêmes personnes apparaissent souvent à plusieurs reprises sous des noms différents voire des adresses différentes.

Les partis politiques et les groupes d'intérêt font également circuler des affirmations trompeuses. Les deux grands partis présentent toutes sortes de groupes et d'organisations comme représentant les citoyens ordinaires. Mais pratiquement tous sont dominés par les grands donateurs, dont l'influence sur leurs dirigeants est prépondérante. Les petits dons sont en fait absorbés par les projets des grands groupes d'intérêt. Mes collègues et moi-même ne cessons de nous interroger sur ce sujet et d'autres questions connexes. Paul Jorgensen, Jie Chen et moi-même avons laborieusement fait le tri concernant ces dons répétés afin de révéler l'ampleur réelle des sommes colossales versées aux candidats à la présidence et aux leaders du Congrès en 2016. Les résultats ont été ahurissants : Pratiquement aucun grand donateur n'a soutenu Bernie Sanders, pas même les grands donateurs Démocrates habituels, souvent présentés dans la presse comme orientant le parti vers la gauche. L'argent de Sanders provient de petits donateurs. Les deux grands partis présentent toutes sortes de groupes et d'organisations comme représentant les citoyens ordinaires, mais pratiquement tous sont dominés par de grands donateurs.

En revanche, Donald Trump présentait un profil particulier en forme de « haltère » : des montants faramineux aux deux extrémités de l'échelle des revenus, y compris de la part de quelques donateurs vraiment colossaux. Tous les autres, Démocrates et Républicains, dépendaient massivement des grandes fortunes. Avec Matthias Lalis, nous travaillons actuellement sur 2024 et les crypto-monnaies. Je doute que les choses aient changé. Nous avons déjà démontré que l'une de nos conclusions les plus frappantes – à savoir que les résultats des élections législatives individuelles correspondent à la répartition bipartite des dépenses totales dans les différentes élections – s'est à nouveau vérifiée en 2024.

Cette approche de la rivalité entre les partis a une incidence cruciale qui échappe totalement aux récits centrés sur les électeurs : le principe de non-concurrence entre tous les investisseurs, comme je l'ai appelé dans mon livre Golden Rule. Pour être entendu, vous aurez besoin d'argent, et les personnes

qui vous donneront cet argent devront au minimum avoir une certaine tolérance pour votre message. Cela signifie que si certains messages ne sont pas du goût des gros investisseurs, ils ne seront pas audibles. Ils seront complètement marginalisés, quel que soit le nombre de personnes susceptibles par ailleurs de s'y intéresser.

Cette incapacité à dépasser le critère du budget se retrouve dans la presse : les trous noirs sont également omniprésents dans les grands médias à but lucratif, pour les mêmes raisons qu'ils existent dans le système des partis. Les personnes riches ne veulent pas entendre certains messages. Aujourd'hui, je me sens très à l'aise avec cet argument. Les gens oublient que la célèbre « fenêtre d'Overton » fonctionne en réalité comme un distributeur automatique. La conclusion qui s'impose est que le déclin des syndicats et la cooptation de ceux-ci et des organisations communautaires posent de sérieux problèmes à la démocratie. Les citoyens lambda n'ont pratiquement pas voix au chapitre, et la presse à but lucratif se contente, au mieux, d'évoquer de manière superficielle de nombreuses questions qui préoccupent véritablement les gens ordinaires.

Nick French : Les seules à s'exprimer sont les grandes entreprises.

Thomas Ferguson : Ce sont les seuls qu'on entend, de même que les responsables gouvernementaux qui s'alignent généralement avec certains d'entre eux. Cela donne une image vraiment désastreuse des médias.

Un exemple : Le débat actuel au sein du Parti démocrate. Le message dominant, souvent relayé dans la presse par d'anciens économistes de Joe Biden ou de [Barack] Obama, est que la stratégie économique de Biden a été celle qui a été la plus favorable aux travailleurs depuis des décennies, marquée par des améliorations majeures de la situation des travailleurs sur le marché du travail, en particulier concernant les moins bien rémunérés.

Servaas Storm et moi-même avons analysé ces affirmations dans une série d'articles. Le premier a été publié au début de l'année 2023. Les affirmations selon lesquelles les travailleurs auraient bénéficié d'augmentations salariales importantes et que le marché du travail se serait nettement amélioré étaient largement exagérées. Au début de la pandémie de COVID-19, les salaires les plus bas semblaient augmenter en raison d'un effet de répartition lié au fait que les entreprises licenciaient les travailleurs à bas salaire tout en conservant ceux mieux rémunérés. Par la suite, la croissance des salaires a été très faible.

(A suivre)

SECTEUR BANCAIRE
AUX EMIRATSInnover ou
réguler ?

Dans son dernier rapport sur les Emirats arabes unis (EAU), le Fonds monétaire international (FMI) a souligné une nouvelle fois la stabilité et la résilience remarquable du secteur bancaire émirien. L'aplomb de l'industrie financière – parmi les plus solides du Golfe – est aussi porté par la capacité d'innovation de Dubaï vers des actifs novateurs, virtuels et les cryptomonnaies. Toutefois, la dynamique actuelle s'explique surtout par la solidité structurelle du secteur bancaire. Les EAU affichent en 2025 l'un des niveaux de risque les plus faibles au monde selon le Banking Industry Risk Indicator de Fitch, des ratios de capitalisation de 17,6 % au T1 2025 et un taux de prêts non performants de 4,1 % en 2024, contre 6,5 % en 2022.

Le secteur bancaire émirien est en croissance solide et profitable. Entre juin 2024 et juin 2025, le total des actifs des banques aux EAU a cru de 15,4 % pour atteindre 1 350 Md USD (4 970 Md AED). Les actifs ont progressé de 13,8 % en mai 2025 (g.a.) et devraient croître de 12,5 % en moyenne sur l'année 2025, portés par la hausse des dépôts et le rebond du crédit (+11,2 % prévu fin 2025). Les dépôts des résidents sont en croissance de 12,9 % au S1 2025, à 620 Md USD (2 250 Md AED).

Les quatre plus grosses banques émiriennes sont First Abu Dhabi Bank (FAB), Emirates NBD (ENBD), Abu Dhabi Commercial Bank (ADCB) et Dubai Islamic Bank (DIB). A elles seules elles représentent 73 % des actifs du système bancaire national, un secteur concentré, leur valant le surnom de big four. Au S1 2024, les big four ont enregistré un profit record de 8,7 Md USD (+6 % en g.a.), confirmant une rentabilité élevée malgré l'entrée en vigueur de la fiscalité sur les sociétés (9 %).

L'environnement des taux d'intérêts est moins porteur qu'en 2022-2023 avec la baisse des taux d'intérêts en septembre 2025 de la Fed aux Etats-Unis. Le dirham étant arrimé au dollar, la Banque centrale émirienne (CBUAE) a suivi la même politique d'assouplissement. Malgré les trois baisses de taux décidées par la Fed depuis fin 2024, selon Moody's les big four ont maintenu des revenus sur intérêts stables au S1 2025. Par ailleurs, une hausse des commissions et fees enregistrée par les banques pourra également contrer cet effet ciseau d'ici la fin de l'année.

PME TUNISIENNES

La saturation des marchés,
un défi à surmonter

La Banque européenne d'investissement (BEI) a récemment publié plusieurs études et enquêtes concernant les petites et moyennes entreprises (PME) en Tunisie, en mettant l'accent sur leurs défis et opportunités.

La BEI s'implique activement dans le financement des PME tunisiennes. En mai 2025, elle a mobilisé 170 millions d'euros pour renforcer la compétitivité et la transition verte des PME en partenariat avec la BH Bank. La Banque a également alloué une assistance technique de 5 millions d'euros pour la préparation de futurs projets d'investissement public en Tunisie.

Les défis des PME

Ces études montrent que la BEI est un acteur clé dans l'évaluation et le soutien du secteur des PME en Tunisie, en se concentrant sur le financement, la compétitivité, l'exportation et la transition numérique. Elle souligne que l'étude, menée auprès de 150 dirigeant.e.s de PME tunisiennes opérant dans les chaînes de valeur exportatrices du pays, notamment l'agro-industrie, le textile et l'automobile, dresse le portrait d'un tissu entrepreneurial à la fois combatif et contraint, qui cherche à

se projeter à l'international malgré un environnement particulièrement compétitif.

On note, à cet effet, que les PME, essentielles à l'économie tunisienne et représentant près de 97% du tissu productif national, incarnent une volonté d'ouverture mais butent encore sur des réalités structurelles et conjoncturelles qui freinent leur essor.

Concurrence accrue et saturation de marchés

Selon l'étude de la BEI, si l'accès au financement et le manque de capital propre restent des préoccupations centrales pour les chefs d'entreprise interrogées, c'est la concurrence accrue et la saturation de certains marchés qui apparaissent comme les obstacles les plus difficiles à surmonter.

Dans un contexte mondial où les marchés sont de plus en plus saturés par l'affluence de divers produits et services, un quart des dirigeant.e.s de PME identifie la concurrence accrue comme leur

principale difficulté à croître, devant le manque de capital (17%) révèlent les données de l'étude. Mais c'est à l'international que leur compétitivité est encore plus mise à l'épreuve : 6 PME sur 10 estiment que la saturation des marchés étrangers et l'intensité concurrentielle limitent fortement leur développement, précise la BEI. Face à ce constat, le Trade & Competitiveness Programme mise sur le renforcement de la compétitivité : il propose des formations techniques ciblées, autour de sujets stratégiques comme les règles d'origine, ou encore la décarbonation, afin de positionner les PME tunisiennes comme des entreprises compétitives sur les marchés européens. « Ce dont nous avons besoin, ce sont des idées audacieuses, des formations ciblées et un accompagnement structuré pour franchir les barrières à l'export. C'est ainsi que nos PME pourront renforcer leur compétitivité et s'imposer durablement sur les marchés internationaux », témoigne un chef d'entreprise tunisien interrogé lors de l'enquête.

SPATIAL

La Mauritanie lorgne un marché africain de 22,6 milliards \$

De plus en plus de pays africains investissent dans le spatial. Au 1er juillet 2025, 18 États du continent avaient déjà lancé un total de 67 satellites, selon Spacehubs Africa. Le gouvernement mauritanien souhaite se doter d'un programme spatial national dédié au développement des nanosatellites. L'exécutif ambitionne ainsi de mettre en place un système spatial souverain pour accompagner le développement global du pays et renforcer sa position dans le domaine des technologies spatiales, tant au niveau régional qu'international. Cette ambition s'inscrit dans un contexte où le marché spatial africain est estimé à

22,6 milliards de dollars en 2024, selon Space in Africa. Ahmed Salem Ould Abode, ministre de la Transformation numérique, a tenu, une réunion de haut niveau pour examiner les détails du projet. Dans un communiqué publié sur la page Facebook du ministère, il indique que le programme comprendra un ou plusieurs nanosatellites en orbite basse, ainsi qu'une infrastructure terrestre indispensable pour le contrôle et l'exploitation de ces satellites. Le programme vise également à assurer le transfert des compétences nécessaires à la conception, la fabrication et l'exploitation des nanosatellites par des experts nationaux.

« Le programme inclura des missions stratégiques pour la sécurité, la surveillance et l'observation, tout en élargissant la couverture pour garantir l'accès aux services numériques sur l'ensemble du territoire national », a ajouté le ministère. Le projet mauritanien intervient alors que plusieurs pays africains intensifient leurs investissements dans les satellites, notamment les nanosatellites. Le Sénégal a par exemple lancé, en août 2024, GAINDSAT-1A. D'autres pays comme Djibouti, la Côte d'Ivoire et le Botswana ont également mis en orbite leurs propres satellites récemment. Selon Space in Africa, 465,34 millions de dollars ont été alloués au secteur

spatial africain en 2024. Il convient toutefois de rappeler que le programme mauritanien est encore en cours de développement et qu'aucun calendrier n'a, pour l'instant, été dévoilé, ni pour sa finalisation ni pour la mise en orbite des nanosatellites. Par ailleurs, plusieurs acteurs du secteur soulignent des défis persistants à l'échelle continentale, notamment le manque de transparence, l'inefficacité de certains projets réduits à des lancements symboliques, la sous-exploitation de l'intelligence artificielle et l'insuffisante prise en compte des besoins réels des utilisateurs, ce qui rend certaines solutions peu adaptées au contexte africain.

ÉGYPTE

4,7 milliards \$ de l'UE pour financer le développement économique

Cette enveloppe s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique et global signé en mars 2024 entre l'Égypte et l'Union européenne, d'un montant total de 7,4 milliards d'euros (8,6 milliards \$) sur une période de 4 ans.

L'Égypte et l'Union européenne (UE) ont signé deux accords d'un montant global de 4,075 milliards d'euros (4,72 milliards \$) et ont engagé plusieurs réformes marquant une étape cruciale dans la consolidation de leur partenariat.

Le premier accord, de 4 milliards d'euros, concerne la deuxième phase du mécanisme d'assistance macrofinancière et d'appui budgétaire (MFA), visant à renforcer la stabilité et la résilience économique. Il contribue également à allonger les échéances de la dette, améliorer sa

viabilité et combler le déficit de financement.

Le deuxième accord est quant à lui, doté d'une enveloppe de 75 millions d'euros, destinée à soutenir les réformes socio-économiques du pays. Il mettra l'accent sur l'amélioration de la qualité des services essentiels tels que l'éducation, la santé et l'accès à l'eau, ainsi que le renforcement des moyens de subsistance. Ces partenariats ont été scellés le mercredi 22 octobre 2025 à l'occasion du premier sommet Égypte-UE organisé à Bruxelles, afin de promouvoir la coopération politique et économique, et de soutenir la stabilité, la paix et la prospérité commune.

Par ailleurs, plusieurs réformes économiques ont été engagées afin d'améliorer davantage le climat des échanges et des

investissements en Égypte.

Ce financement s'inscrit dans le cadre d'un partenariat global signé entre l'Égypte et l'UE en mars 2024, d'un montant total de 7,4 milliards d'euros (8,6 milliards de dollars) sur la période 2024-2027. « Ce programme comprend 5 milliards d'euros de prêts concessionnels, 1,8 milliard d'euros d'investissements supplémentaires mobilisés et 600 millions d'euros de dons », précise l'UE. Selon la Commission de l'UE, la collaboration repose sur six piliers, notamment les relations politiques, le commerce, les investissements ainsi que la sécurité. En décembre 2024, l'UE avait versé 1 milliard d'euros couvrant la première phase d'assistance macrofinancière à court terme.

L'UE était le premier partenaire com-

mercial du Caire en 2024, représentant 22 % du total de ses échanges. Ceux-ci se chiffraient à 32,5 milliards d'euros, soit 12,6 milliards d'importations et 19,9 milliards d'exportations, selon les données de l'Union.

Notons que lors du sommet, plusieurs autres financements dans des domaines de coopération sectorielle ont été annoncés, notamment 110,5 millions d'euros pour la formation technique et les métiers du futur et 50 millions d'euros pour la transition verte et l'énergie renouvelable. L'activation de projets majeurs financés par l'enveloppe de 200 millions d'euros dédiée au volet migration du Partenariat stratégique global a également été abordée, avec une mise en œuvre des premières initiatives prévue pour 2025-2026.

POUR SON 1ER INVESTISSEMENT AU BURUNDI

Finnfund financera 4000 MPME via CRBD Bank

La banque commerciale burundaise CRDB Bank a obtenu une ligne de crédit de 25 millions \$ des institutions financières finlandaise (Finnfund) et autrichienne (OeEB) pour accroître ses prêts aux micro, petites et moyennes entreprises ainsi qu’à des établissements dirigés par des femmes.

La banque de développement autrichienne OeEB et la banque finlandaise de financement du développement Finnfund ont réalisé leur premier investissement au Burundi. L’opération annoncée le mercredi 22 octobre 2025, a consisté en l’octroi d’un prêt de 25 millions \$ à CRDB Bank Burundi. Le prêt servira à financer environ 4000 microentreprises et PME. Au moins 30 % de ce prêt sera consacré à des entreprises dirigées par des femmes. « Il s’agit à la fois de notre première transaction au Burundi et de la première soutenue par une garantie de l’UE », a indiqué Sabine Gaber, PDG et membre du comité exécutif de l’OeEB. La ligne de crédit est soutenue par des garanties du ministère autrichien des Finances et du Fonds européen pour le développement durable (FEDD+). Elle vise

à élargir l’accès au crédit, en particulier pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) burundaises, qui sont confrontées à un déficit de financement estimé à 490 millions \$, indique le communiqué de Finnfund. Et d’ajouter que l’inclusion financière reste très faible, avec un taux déclaré de 21 %. « Cette étape importante ne se résume pas à un simple accord transactionnel via une facilité de crédit, mais constitue le fondement d’un partenariat durable. Pour que la banque puisse concrétiser son projet stratégique, qui vise à devenir leader du marché, une collaboration plus étroite est nécessaire, raison pour laquelle nous renforçons notre partenariat afin d’avoir un impact durable », a commenté Fredrick Luhozyo Siwale, son directeur général. Pour rappel, les trois institutions ont signé début septembre 2025, à Vienne en Au-

triche, deux accords de financement stratégiques ciblant les MPME dirigées ou détenues par des femmes au Burundi, dans le cadre d’une démarche ambitieuse d’inclusion économique et d’autonomisation des entrepreneures. CRDB Bank Burundi est la troisième banque du Burundi avec une part de marché de 16 % pour le total des actifs et 15 % pour les dépôts à la clientèle, à fin 2023, lit dans son rapport annuel d’activités. Son portefeuille de crédit a augmenté de 123,0 % à 683 686 millions de francs burundais (231 millions \$) contre 307 575 millions à fin 2022. À l’horizon 2024, la banque a indiqué vouloir atteindre une rentabilité plus élevée grâce à l’expansion de ces prêts aux entreprises et particuliers.

GUINÉE

L’Ananas Baronne de Friguiagbé dispose d’une Indication géographique protégée

En Afrique, les produits du terroir offrent de nombreuses possibilités pour améliorer la valeur ajoutée du secteur agricole et les revenus des producteurs. Ces denrées qui jouissent d’attributs uniques, permettent de cibler des marchés de consommation de niche. En Guinée, l’Ananas Baronne de Friguiagbé est désormais labellisé comme un produit agricole bénéficiant d’une indication géographique protégée (IGP). Cette reconnaissance a été actée par l’Organisation africaine de la Propriété intellectuelle (OAPI) qui a procédé le 22 octobre dernier à la remise officielle dudit certificat d’enregistrement aux autorités guinéennes. Ce label garantit l’authenticité, la traçabilité et la qualité du produit, tout en protégeant son nom et son origine contre les usages abusifs. Cultivé dans la région de Friguiagbé, réputée pour ses sols

fertiles et son climat favorable à l’ananas, l’ananas Baronne se distingue des autres variétés cultivées en Guinée par la présence d’épines nombreuses sur les feuilles, qui rend sa culture particulièrement difficile. Apprécisée pour la transformation, elle est notamment caractérisée par sa texture fondante, sa chair d’une couleur jaune or intense légèrement fibreuse, très juteuse, très sucrée et très parfumée. D’un point de vue com-

mercial, les Indications Géographiques Protégées (IGP) créent de la valeur sur l’ensemble de la chaîne de valeur d’un produit (production, transformation, distribution) en différenciant les produits par leur origine et en les positionnant sur des marchés spécifiques. De même, les retombées dans des secteurs connexes, tels que le tourisme culinaire, contribuent au maintien de zones rurales dynamiques.

mercant, les Indications Géographiques Protégées (IGP) créent de la valeur sur l’ensemble de la chaîne de valeur d’un produit (production, transformation, distribution) en différenciant les produits par leur origine et en les positionnant sur des marchés spécifiques. De même, les retombées dans des secteurs connexes, tels que le tourisme culinaire, contribuent au maintien de zones rurales dynamiques.

GHANA

Un potentiel pétrolier de 16 milliards \$ face à une production en déclin

Le Ghana a encaissé plus de 1,3 milliard \$ de revenus pétroliers, issus surtout de sa participation, des taxes et des redevances. Mais des inquiétudes demeurent quant à la pérennité de ces recettes, vitales pour le budget national. Selon les dernières estimations publiées par le cabinet Deloitte et relayées mercredi 22 octobre par la presse du Ghana, le pays pourrait capter près de 16 milliards \$ de revenus pétroliers au cours de la prochaine décennie. Un chiffre qui représente environ un cinquième du potentiel de la région ouest-africaine. Cette donnée fondée sur les projections de marché et la valeur cumulée des exportations de brut, souligne l’importance stratégique du secteur pour une économie qui cherche à diversifier ses

recettes extérieures. Dans les faits, la tendance actuelle traduit pourtant un essoufflement de la production nationale. Entre 2019 et 2024, le volume extrait est passé de 71,4 millions à 48,2 millions de barils, selon la Petroleum Commission. Au premier semestre 2025, la baisse s’est encore accentuée d’environ 26 % en glissement annuel. Aucun nouvel accord d’exploration n’a été signé depuis 2018, limitant les perspectives de découverte de nouveaux champs. Une situation qui contraste avec la dynamique observée dans les pays voisins, comme la Côte d’Ivoire ou le Sénégal, qui ont relancé leurs cycles d’octroi de licences pétrolières et gazières. Plusieurs facteurs expliquent ce recul.

Dans son rapport annuel 2024 publié en avril, le Public Interest and Accountability Committee (PIAC) évoque principalement le manque d’investissement dans l’exploration de nouveaux gisements et le vieillissement des champs existants. Deloitte identifie en outre l’accès limité au financement pour les opérateurs locaux, les coûts d’exploitation élevés, les contraintes réglementaires persistantes et l’insuffisance d’infrastructures comme des freins structurels supplémentaires. Lors de la conférence Africa Oil Week, qui s’est tenue à Accra du 15 au 18 septembre derniers, le ministre de l’Énergie et de la Transition verte, John Abdulai Jinapor, a annoncé l’arrivée imminente de plus de 3,5 milliards \$ d’investissements dans l’amont pétrolier.

POUR VALORISER 600 000 HECTARES DE TERRES AGRICOLES Le Kenya mise sur le privé

Au Kenya, le secteur agricole contribue à hauteur de 22,5 % au PIB et emploie environ 32 % de la population active. Le gouvernement veut attirer davantage d’investissements pour accroître la capacité de production dans le secteur. Au Kenya le gouvernement prévoit de rendre disponibles plus de 607 000 hectares de terres agricoles pour inciter le secteur privé à investir dans l’agriculture à grande échelle à travers le pays. C’est ce qu’a annoncé Mutahi Kagwe (photo), secrétaire d’état à l’Agriculture et au Développement de l’élevage, lors du 5ème Sommet national de l’agrobusiness, qui s’est tenu du 22 au 23 octobre à Nairobi, selon les informations relayées par le média local The Star. D’après le responsable, les domaines à valoriser concernent des parcelles gérées par la Société de Développement Agricole du Kenya (ADC) et certaines fermes pénitentiaires, déjà préparées pour l’investissement commercial. Un Bureau de commercialisation des terres, au sein du ministère de l’Agriculture, a également été créé afin de faciliter l’accès à l’information et aux autorisations pour les investisseurs. Les filières ciblées pour les projets d’investissement comprennent le riz, le blé, les oléagineux et le pyrèthre. « Des comtés comme Homa Bay et Migori recherchent déjà des investisseurs pour la culture de palmier à huile. Nous disposons de suffisamment de terres dans le pays pour faire ce dont nous avons besoin », a déclaré M. Kagwe. Pour le gouvernement, l’enjeu de cette démarche est de renforcer la sécurité alimentaire, créer des emplois et réduire la forte dépendance du pays aux importations alimentaires. Dans un rapport intitulé The State of Commodity Dependence 2025, publié en juillet dernier, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) soulignait par exemple que la première économie d’Afrique de l’Est a importé pour près de 3 milliards de dollars de produits alimentaires entre 2021 et 2023. Le blé, le sucre, le riz et le maïs figurant parmi les principaux produits importés. Il convient de noter qu’au Kenya, le sous-développement de l’irrigation est identifié comme l’un des principaux facteurs qui freinent l’expansion des surfaces de cultures. Les données compilées par la FAO montrent par exemple que la première économie d’Afrique de l’Est cultivait 7 millions d’hectares de terres agricoles en 2022, dont seulement 2,2 % étaient équipées pour l’irrigation.

AVEC L'INFLATION US ET LES ESPOIRS COMMERCIAUX

L'Europe finit en légère hausse

Les Bourses européennes ont terminé en légère hausse vendredi, aidées par les signes d'apaisement commercial et les espoirs d'assouplissement monétaire aux États-Unis, tout en restant prudentes face à la situation politique en France.

À Paris, le CAC 40 a fini inchangé à 8.225,63 points, après avoir évolué dans le rouge pendant une grande partie de la séance. À Francfort, le Dax a pris 0,15% et à Londres, le FTSE 100 a progressé de 0,70%. L'indice EuroStoxx 50 a fini sur une hausse de 0,08%, le FTSEurofirst 300 a gagné 0,19% et le Stoxx 600 a pris 0,17%.

Sur la semaine le Stoxx 600 a pris 1,62% et le CAC 40 0,63%

Les Bourses européennes ont eu du mal à trouver une direction vendredi, alternant gains et pertes au long de la séance, en fonction de la publication de résultats des entreprises et données macroéconomiques, dans un contexte d'espoirs d'apaisement commercial entre les États-Unis et la Chine. Les prix à la consommation aux États-Unis ont augmenté légèrement moins que prévu en septembre, selon les données publiées vendredi, ce qui a aidé le Stoxx 600 à revenir en territoire positif dans l'après-midi, les investisseurs étant rassurés de voir que la Réserve fédérale (Fed) s'oriente vers de nouvelles baisses des taux d'intérêt. "Le rapport CPI de septembre confirme que les hausses de droits de douane n'auront eu qu'un effet limité sur l'inflation en 2025 et en tout cas très largement inférieur que ce qui avait été anticipé", souligne Bastien Drut, responsable de la stratégie et des études économiques de CPRAM, ajoutant que les baisses de taux d'octobre et décembre semblent acquises.

La publication de ces données, bien que retardée par la paralysie du gouvernement américain qui se poursuit, intervient quelques jours avant la décision de politique monétaire de la Fed mercredi prochain, lors d'une semaine qui sera également marquée par les décisions des banques centrales de la zone euro, du Canada et du Japon.

Les marchés ont également retrouvé un certain calme après que la Maison blanche a confirmé mercredi que le président américain Donald Trump rencontrerait son homologue chinois Xi Jinping la semaine prochaine lors de sa tournée en Asie. Le républicain a toutefois durci le ton avec son voisin canadien, annonçant même avoir abandonné les négociations

commerciales en cours avec Ottawa. En France, la situation politique reste au centre de l'attention, alors que les députés ont entamé vendredi l'examen de la partie recettes du budget 2026 dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale où les débats s'annoncent houleux alors que le Parti socialiste (PS) brandit de nouveau la menace d'une censure du gouvernement de Sébastien Lecornu. C'est dans ce contexte d'incertitude élevée sur les finances publiques que l'agence Moody's doit se prononcer dans la soirée sur la note souveraine de la deuxième économie de la zone euro, une semaine après que S&P Global Ratings a abaissé sa note de crédit et un mois après une mesure similaire de Fitch.

Valeurs

Les résultats trimestriels publiés ces dernières heures ont également occupé les investisseurs vendredi. Accor a grimpé en tête du CAC 40 (+7,04%) après avoir fait état jeudi soir de résultats "rassurants" au troisième trimestre, les analystes soulignant également le relèvement de l'objectif annuel de bénéfice d'exploitation. Mersen, qui a abaissé jeudi ses perspectives pour 2025, citant notamment le faible niveau des ventes attendu pour le marché du solaire, a plongé de 18,26%, lanterne rouge de l'indice SBF 120. Valeo a pour sa part pris 10,81% après la publication de son chiffre d'affaires trimestriel et la confirmation de ses objectifs annuels.

Kering, qui avait gagné plus de 8,71% la veille après la publication de ses résultats, a clôturé vendredi en baisse de 3,86%, au plus bas du CAC 40, le courtier HSBC ayant abaissé sa recommandation sur le titre d'"acheter" à "conserver", invoquant l'absence de catalyseurs positifs à court terme. Ailleurs en Europe, Signify a reculé de 9,44% après que le spécialiste néerlandais de l'éclairage a publié une baisse plus importante que prévu de ses ventes au troisième trimestre et abaissé ses prévisions pour l'ensemble de l'année, citant la chute de la demande des clients commerciaux et du secteur public aux États-Unis. Saab a grimpé de 6% après avoir fait état

d'une hausse de 16% de son bénéfice d'exploitation trimestriel.

A Wall Street

Les données indiquant un ralentissement de l'inflation en septembre rassurent les investisseurs quant à l'évolution des taux d'intérêt aux États-Unis et soutiennent la Bourse de New York, qui touche des records vendredi. A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 1,24%, le Standard & Poor's 500 de 0,96% et le Nasdaq Composite de 1,21%.

Les indicateurs du jour

Outre l'inflation américaine, les investisseurs ont pris connaissance vendredi des

données PMI concernant le secteur privé dans la zone euro. L'activité économique du bloc a progressé plus rapidement que prévu en octobre, les entreprises ayant reçu de nouvelles commandes au rythme le plus marqué depuis deux ans et demi. En France, l'activité du secteur privé a en revanche reculé plus rapidement que prévu ce mois-ci, la demande de biens et services dans la deuxième économie de la zone euro s'étant encore affaiblie dans un contexte de crise politique. Au Royaume-Uni, le secteur manufacturier montre quant à lui des signes de reprise et les pressions inflationnistes s'atténuent, mais la prudence domine toujours avant la présentation par le gouvernement du budget le mois prochain.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 23 Octobre 2025				
Valeur : 27 Octobre 2025				
BASE	DEVISES			
1	USD	US DOLLAR		130.1281 130.1431
1	EUR	EURO		150.9746 151.0181
1	GBP	POUND STERLING		173.6894 173.8022
100	JPY	JAPANESE YEN		85.3019 85.3397
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2700 18.2742
1	CHF	SWISS FRANC		163.1700 163.2912
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.9686 92.9992
1	DKK	DANISH KRONE		20.2075 20.2130
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8393 13.8440
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0124 13.0167
1	AED	UAE DIRHAM		35.4283 35.4420
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6944 34.7002
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4230 424.6104
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0223 44.4647
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0641 14.0657
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8658 23.9882
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2590 3.2691
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.2022 177.2022

BOURSE DE NEW YORK

Triple record à Wall Street après l'inflation américaine

La Bourse de New York a terminé sur de nouveaux sommets vendredi, traversée par un vent d'optimisme après l'annonce d'une inflation moins forte que prévu en septembre qui vient confirmer les attentes de baisses de taux de la banque centrale américaine (Fed). Les trois indices vedettes de Wall Street ont atteint des nouveaux records: le Dow Jones a gagné 1,01% à 47.207,12 points, le Nasdaq a pris 1,15% à 23.204,87 points et l'indice élargi S&P 500 a progressé de 0,79% à 6.791,69 points. Les chiffres de l'inflation publiés avant l'ouverture "ouvrent la voie à une réduction des taux de la Fed en octobre, qui devrait être suivie par d'autres baisses", a commenté auprès de l'AFP Angelo Kourkafas,

d'Edward Jones. Selon les données publiées vendredi par le département du Travail, neuf jours après la date initialement prévue, la progression de l'indice CPI a continué à s'accélérer en septembre dans la première économie mondiale, à 3% sur un an, contre 2,9% un mois plus tôt. Les analystes tablaient sur une hausse un peu plus forte, à 3,1%. "Bien que les effets des droits de douane sur les prix continuent d'être évidents, ils sont moins graves que ce que l'on craignait auparavant", note Bernd Weidensteiner, de Commerzbank. M. Kourkafas fait état de "plusieurs bonnes nouvelles" dans le rapport, notamment du côté des prix des biens de consommation et de l'immobilier. Ces données viennent conforter les

attentes des investisseurs, qui s'attendent à une baisse d'un demi-point d'ici à la fin de l'année, selon l'outil de veille CME Fed Watch. Des taux moins élevés sont de nature à soutenir l'activité économique et augmentent les perspectives de bénéfices des entreprises, d'où l'optimisme de Wall Street. "L'inflation reste bien supérieure à l'objectif de 2% fixé par la Réserve fédérale", rappelle toutefois Nancy Vanden Houten, d'Oxford Economics. Sur le plan commercial, "un sentiment de confiance soutient le goût du risque" sur le marché, explique Jose Torres, d'Interactive Brokers. La Maison Blanche a annoncé une rencontre la semaine prochaine entre le président Donald Trump et le dirigeant chinois Xi Jinping, qui ouvre la perspective d'une détente

dans les tensions commerciales. Sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'État américain était stable par rapport à la veille, à 4,00%. Côté entreprises, la saison des résultats trimestriels bat son plein et les performances sont "encourageantes pour le moment", selon M. Kourkafas. "Les deux prochaines semaines seront déterminantes", avec les publications de géants de la tech, comme Meta (Facebook , Instagram), Microsoft ou Amazon, souligne M. Kourkafas. Le constructeur américain Ford s'est envolé (+12,07% à 13,83 dollars) après avoir publié jeudi des résultats bien supérieurs aux attentes au troisième trimestre. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires trimestriel record de 50,53

milliards de dollars (+9,4%) et dégagé un bénéfice net quasiment triplé sur un an à 2,45 milliards de dollars. Le fabricant de puces électroniques Intel (+0,31% à 38,28 dollars) a terminé dans le vert, après un chiffre d'affaires plus important qu'attendu au troisième trimestre, l'entreprise assurant que la demande pour ses produits est plus forte que son rythme de production. Ces derniers mois, la société a bénéficié de plusieurs investissements importants, notamment de l'Etat américain et du mastodonte Nvidia . Autre grand nom du secteur, AMD a brillé (+7,63% à 252, 92 dollars) après des informations de presse selon lesquelles le groupe informatique américain IBM pourrait utiliser ses puces dans le développement d'un de ses appareils quantiques.

ENTRE CHÔMAGE TECHNIQUE ET CONSOMMATION EN BERNE

Le "shutdown" ampute déjà la croissance du PIB américain

Trois semaines après le début du "shutdown", les économistes alertent sur les conséquences du gel des dépenses fédérales qui coûterait déjà 0,1 à 0,2 point de croissance par semaine.

Une fermeture prolongée des administrations fédérales aux États-Unis, sur fond d'impasse budgétaire entre républicains et démocrates au Congrès, pourrait freiner la croissance économique au quatrième trimestre, même si une grande partie de l'activité serait récupérée une fois les opérations revenues à la normale. Des économistes estiment que le 'shutdown' réduit la croissance annuelle du produit intérieur brut en données corrigées de l'inflation de 0,1 à 0,2 point de pourcentage par semaine. Le 'shutdown', qui en est maintenant à sa troisième semaine, toucherait principalement les dépenses de consommation et la productivité des employés fédéraux, dont quelque 700.000 sont au chômage technique

tandis que près d'autant travaillent sans être rémunérés, ce qui pourrait contraindre les ménages à différer leurs achats. De nombreux employés fédéraux devraient manquer leur première paie complète vendredi. La Maison blanche a indiqué que le versement rétroactif n'était pas garanti une fois le 'shutdown' terminé. L'administration du président Donald Trump a licencié certains agents au chômage technique. Les sous-traitants de l'État ont également été renvoyés chez eux et ne perçoivent généralement pas de salaires compensatoires. "Il y aura un impact sur l'économie," a déclaré Gregory Daco, chef économiste chez EY-Parthenon. "Cela ne va pas plonger l'éco-

nomie dans la récession, mais plus cette situation perdure, plus les pertes sont importantes pour les employés de la Fed qui ont peut-être dû réduire leurs dépenses parce qu'ils n'ont pas été payés ou parce que, même s'ils attendent un paiement rétroactif, ils font simplement preuve de plus de prudence dans la gestion de leurs finances." Le Congrès adopte parfois des financements annuels pour certains départements fédéraux, comme ce fut le cas avant le 'shutdown' de 2018-2019, lorsque de larges pans de l'administration avaient été financés. Cette fois-ci, aucun département n'a reçu de financement, avec des effets d'entraînement plus larges au-delà des seuls employés fédéraux.

L'EUROPE VEUT ARRÊTER D'IMPORTER DU GAZ RUSSE AVANT FIN 2027

Le Turkménistan se propose en nouveau fournisseur

Le Turkménistan, aujourd'hui l'un des plus importants producteurs de gaz dans le monde, espère diversifier ses exportations en alimentant l'Europe qui, elle, cherche à se passer du gaz russe. Le Turkménistan, l'un des principaux producteurs mondiaux de gaz, a réitéré vendredi sa capacité à en fournir à l'Europe, tout en soulignant les difficultés logistiques du projet, nécessitant un gazoduc pour relier l'Asie centrale à l'Europe via la mer Caspienne. Le pays dispose, selon les estima-

tions, entre les quatrième et cinquième réserves mondiales de gaz naturel, qu'il exporte quasi exclusivement vers la Chine. "Nous sommes toujours intéressés par la diversification des voies d'exportation, notamment la route transcaspienne vers l'Europe", a déclaré Maksat Babaïev président de l'entreprise étatique Turkmengaz et ministre du Gaz, en marge d'un forum énergétique organisé à Achkhabad, la capitale. Le Turkménistan, l'un des pays les plus fermés au monde, cherche

de nouveaux débouchés, tandis que les pays européens, dont récemment la Hongrie, se montrent intéressés. "Nous sommes prêts, nous pouvons vendre du gaz à la frontière. Le gazoduc est-ouest [traversant le Turkménistan, ndlr] avec sa capacité annuelle de 30 milliards de mètres cubes peut être utilisé pour fournir l'Europe en gaz", a indiqué Maksat Babaïev. Mais cela reste insuffisant et le gaz turkmène devrait encore traverser la Caspienne via un gazoduc non-

construit pour atteindre le Caucase, où il serait expédié en Europe via la Turquie. Ce projet de gazoduc transcaspien, nécessitant d'importants financements, a connu un regain d'intérêt des Européens, qui cherchent à réduire leur dépendance aux hydrocarbures russes du fait de la guerre en Ukraine et ne peuvent faire transiter le gaz turkmène via la Russie ou l'Iran, notamment en raison des sanctions.

BOLIVIE

Feu vert à la libre importation de carburants face à la pénurie

Le Parlement bolivien a approuvé vendredi une loi autorisant pendant trois mois l'importation de carburants pour pallier la grave pénurie qui provoque de longues files d'attente dans les stations-service du pays, a-t-il annoncé dans un communiqué. Les achats étaient, jusqu'à présent, centralisés par la compagnie pétrolière publique YPFB, qui

se procure les carburants au prix international et les distribue subventionnés sur le marché intérieur. Le gouvernement du président Luis Arce, qui quittera le pouvoir le 8 novembre, a presque épuisé les réserves en dollars du pays pour maintenir cette politique. Sans devises, l'approvisionnement devient de plus en plus irrégulier.

"L'objectif de la norme est de mettre en oeuvre des mesures exceptionnelles permettant, pendant trois mois, l'importation et l'introduction de gazole, d'essence et de GPL par des opérateurs privés", indique dans un communiqué la Chambre des députés, précisant que ces dispositions visent à garantir "l'approvisionnement national en situation d'urgence".

Le projet de loi avait été présenté par des organisations civiques et patronales, dans le cadre d'un mécanisme d'initiative citoyenne. Entreprises et citoyens pourront importer les carburants sans payer de taxes et sous supervision de l'Etat. Leur distribution se fera au prix du marché tant que le gouvernement ne parviendra pas à couvrir 100% de la demande.

ETATS-UNIS

Relance du projet de l'exploitation pétrolière et gazière en Alaska

Le gouvernement américain a annoncé, jeudi, avoir pris des "mesures audacieuses" pour développer l'énergie, le contrôle local et l'accès aux terres en Alaska, notamment en rouvrant la zone côtière à l'exploitation pétrolière et gazière. Lors d'un événement réunissant la délégation du Congrès et le gouverneur de l'Alaska, le département de l'Intérieur a fait état d'un ensemble

de mesures radicales visant à stimuler le développement énergétique et à moderniser la gestion des terres et des ressources dans tout l'Alaska", a-t-il déclaré dans un communiqué. Le département a publié un nouveau compte rendu de décision, rouvrant environ 6.313 km2 de la plaine côtière à la concession pétrolière et gazière, annulant ainsi le plan de 2024 de l'administration précédente qui li-

mitait le développement au minimum légal, selon le communiqué. Au cours de son premier mandat, le président Donald Trump avait signé en 2017 une loi fiscale qui exigeait deux ventes de concessions pétrolières et gazières dans la plaine côtière, notamment la plaine côtière du Refuge faunique national de l'Arctique. L'administration de son successeur Joe Biden avait ensuite sus-

pendu et finalement révoqué ces concessions. Les nouvelles mesures comprennent également l'obtention des permis de passage pour la route Ambler, la poursuite du projet de corridor routier King Cove-Cold Bay grâce à un échange de terres, et l'attribution de terres aux anciens combattants autochtones d'Alaska ayant servi pendant la guerre du Vietnam.

Les groupes environnementaux devraient tenter des poursuites judiciaires. "Nous lutterons contre toute tentative d'industrialisation de la fragile plaine côtière du Refuge arctique et toutes les options sont sur la table", a averti Kristen Miller, responsable de l'Alaska Wilderness League, dans un courriel cité par la presse locale.

ESPAGNE

Le taux de chômage en hausse à près de 10,50%

Le taux de chômage a légèrement augmenté au troisième trimestre en Espagne pour atteindre 10,45% de la population active, contre 10,29% à la fin du mois de juin, selon les données publiées vendredi. Au total, 2,6 millions de personnes étaient inscrites au chômage au 30 septembre dans la quatrième économie de la zone euro, soit 60.100 de

plus qu'au trimestre précédent, a indiqué l'Institut espagnol de la statistique (INE) dans un communiqué. Au deuxième trimestre, le taux de chômage avait reculé pour atteindre 10,29%, son niveau le plus faible depuis la crise financière de 2008. Le taux de chômage en Espagne, qui avait bondi durant la pandémie de Covid-19, a nettement reflué ces der-

nières années grâce au rebond impressionnant de l'activité touristique. Depuis un an, le nombre de personnes en activité a ainsi progressé de 2,58%, à 22,4 millions, selon l'INE, dans un contexte de forte croissance économique, stimulée par la hausse de l'immigration et la consommation. D'après la Banque d'Espagne, le taux de chômage devrait at-

teindre 10,5% de la population active fin 2025. Il devrait passer sous la barre symbolique des 10% en 2027, pour la première fois depuis près de 20 ans. Malgré cette embellie, le taux de chômage espagnol reste toujours le plus élevé de l'Union européenne et des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

JAPON

L'inflation accélère à 2,9% en septembre

L'inflation au Japon a de nouveau accéléré en septembre après avoir ralenti les mois précédents, toujours tirée par le riz et l'énergie -sans enrayer les anticipations d'un statu quo monétaire de la banque centrale nippone pour l'heure. La hausse des prix à la consommation dans le pays (hors produits frais) s'est établie le mois dernier à 2,9% sur un an, contre 3,1% en juillet et 2,7% en août, selon des chiffres du gouvernement publiés vendredi -un niveau conforme aux attentes médianes des analystes. L'inflation reste tirée par les prix du riz, qui ont augmenté de 48,6% sur un an en septembre - ce qui marque cependant une modération après des flambées de quelque 100% en juin, 91% en juillet et environ 70% en août. Pour contrer cette envolée sur le riz, marquée depuis l'automne 2024 et inédite depuis au moins un demi-siècle, le gouvernement japonais a puisé depuis mars dans les réserves stratégiques de riz du pays. Après avoir déçu grâce à des subventions à l'électricité et au gaz apportées par les autorités, les prix de l'énergie sont pour leur part à nouveau repartis à la hausse en septembre, le prix de l'électricité augmentant de 3,2%. Or, si l'on exclut également l'énergie, la hausse des prix à la consommation a légèrement ralenti à 3,1% sur un an en septembre, après une hausse de 3,3% en août. L'inflation dépasse donc toujours nettement l'objectif de 2% de la Banque du Japon (BoJ)

Meta et TikTok pris la main dans le sac par la Commission européenne

La Commission européenne vient d'épingler les géants TikTok et Meta, pour des manquements graves au règlement sur les services numériques. Les plateformes risquent des sanctions financières colossales.

Ce vendredi, Bruxelles a publié des constats préliminaires accablants à l'encontre de TikTok, Facebook et Instagram. Ces trois mastodontes du web sont soupçonnés d'entraver systématiquement le travail des chercheurs en leur refusant un accès satisfaisant aux données. Meta fait face à des reproches additionnels concernant ses dispositifs de signalement et de contestation. Mais attention, même si le risque d'une amende XXL est réel, rien n'est encore définitif dans cet échange juridique qui s'annonce long.

TikTok et Meta bloquent l'accès des chercheurs aux données publiques, d'après l'Europe

Le premier reproche de la Commission à l'encontre de Meta et TikTok porte sur l'accès à l'information. Concrètement, lorsqu'un chercheur universitaire veut étudier l'impact de TikTok ou Facebook, il doit pouvoir consulter les données publiques de ces plateformes, comme par exemple, quels contenus sont vus par les adolescents, à quelle fréquence, etc. Or d'après l'enquête de Bruxelles, les trois plateformes auraient volontairement compliqué ce processus en imposant des démarches lourdes et des outils contraignants. Les scientifiques se retrouvent avec des informations parcelaires, incomplètes ou peu exploitables. Il leur est impossible dans ces conditions de mener des études sérieuses sur l'exposition des jeunes aux contenus dangereux ou de mesurer les vrais effets de ces réseaux sociaux. Cette exigence de transparence figure pourtant noir sur blanc dans le DSA, le règlement européen sur les services numériques. Le texte transforme en obligation légale ce qui relevait auparavant du bon vouloir des plateformes. L'objectif est de permettre à la société civile et aux scientifiques d'ausculter réellement l'influence de ces réseaux sociaux



sur notre bien-être collectif, tant psychologique que physique. La vice-présidente exécutive de la Commission européenne en charge de la souveraineté technologique, Henna Virkkunen, n'y va pas par quatre chemins dans sa déclaration officielle. Elle martèle que les plateformes doivent « responsabiliser les utilisateurs, respecter leurs droits et ouvrir leurs systèmes à un examen minutieux », et rappelle au passage que le règlement européen transforme cette transparence en devoir non négociable. Un signal fort envoyé depuis Bruxelles aux mastodontes californiens et chinois du numérique.

Les outils de signalement de Meta jugés défectueux

Meta, le groupe de Mark Zuckerberg, se trouve dans une position particulièrement délicate. Au-delà du problème

d'accès aux données, la Commission reproche à Facebook et Instagram de compliquer sérieusement la vie des utilisateurs qui souhaitent signaler des contenus illégaux. Qu'il s'agisse de matériel pédopornographique ou de contenus terroristes, les mécanismes mis en place imposeraient des étapes superflues et des exigences supplémentaires qui découragent les signalements spontanés. L'enquête révèle aussi l'utilisation présumée de ce que les spécialistes appellent des dark patterns, littéralement des « modèles sombres ». Ce terme désigne des astuces de design d'interface destinées à manipuler les choix des utilisateurs sans qu'ils s'en aperçoivent vraiment. Le dispositif de signalement devient alors un labyrinthe kafkaïen. Or, le DSA stipule clairement qu'une plateforme perd sa protection juridique si elle ne

réagit pas promptement après avoir été alertée sur la présence de contenu illégal. Le troisième grief majeur tient en l'impossibilité pour les Européens de justifier correctement leurs recours. Quand Facebook ou Instagram supprime une publication ou suspend un compte, l'utilisateur peut théoriquement contester la décision, ou autrement dit faire appel. Mais les formulaires d'appel ne permettraient justement pas d'apporter des arguments détaillés ou des preuves tangibles. Une restriction qui vide de sa substance le droit de contestation garanti par la réglementation européenne. Si ces manquements sont confirmés, les amendes risquées par les deux géants pourraient grimper jusqu'à 6% du chiffre d'affaires mondial annuel, soit plusieurs milliards d'euros pour Meta, comme pour TikTok.

Un implant, des lunettes connectées, et voilà que les aveugles retrouvent la vue !



La technologie ne cesse d'avancer, et d'afficher des progrès exceptionnels dans de nombreux domaines. C'est le cas de la santé,

où un nouvel appareillage réussit à rendre la vue à des patients ! Les géants de la tech sont de plus en plus intéressés à l'utilisation de

leurs meilleures technologies à des fins de traitement de pathologie. L'un des exemples les plus connus est sûrement la société d'Elon Musk Neuralink, qui a pour ambition d'intégrer dans le cerveau de patients un implant qui permet de traiter un certain nombre de pathologies – et ce, avec certains succès déjà. Une autre entreprise s'est elle concentrée sur l'œil. Et des résultats commencent à apparaître !

Un implant et des lunettes connectées pour contrer une pathologie de l'œil

C'est une étude particulièrement intéressante qui a récemment été publiée dans le New England Journal of Medicine. Celle-ci fait état d'une expérimentation effectuée sur des patients de plus de 60 ans, atteints aux deux yeux de la Dégénérescence Macu-

laire Liée à l'Âge (DMLA), et qui les a rendus particulièrement aveugle. L'équipe qui a mené l'expérimentation s'est appuyée sur un implant, chirurgicalement implanté dans les yeux des patients, et qui, utilisé en lien avec des lunettes connectées, a montré que la grande majorité des patients réussissaient à retrouver une meilleure vision. Sur les 32 participants (sur la cohorte totale de 38) qui ont participé durant l'essai d'un an, 26 ont vu leur vue s'améliorer, soit un taux de réussite de 80%. L'image obtenue est assez floue, et reste en noir et blanc, mais représente tout de même une amélioration de la condition du patient. L'implant en question est un appareil miniature de 2 millimètres sur 2, fait à partir de panneaux photovoltaïques, et qui a pour fonction de remplacer les cellules mortes de

l'œil. Les lunettes connectées servent elle à transmettre à cet implant des images zoomées venant de l'extérieur, sous la forme d'une lumière proche infrarouge. L'implant transforme ensuite cette lumière en signaux électriques, communiqués au nerf optique, comme le faisaient auparavant les cellules de l'œil, afin de permettre au cerveau de générer une image. C'est la société Science Corporation qui est à l'origine de cette prouesse, une entreprise fondée par Max Hodak, partenaire d'Elon Musk lors de la création de Neuralink en 2016. Science Corporation a utilisé pour son appareillage la technologie d'implant rétinien développée durant une décennie par l'entreprise française Pixium Vision, qui a dû s'en séparer en 2024 à cause de problèmes financiers.

AFFAIRE NEXPERIA

Après le Covid, un nouveau choc menace l'auto européenne

L'affaire Nexperia, qui a commencé comme une brouille sino-hollandaise, entraîne des conséquences inattendues. Ce pourrait être toute l'Europe qui pourrait en effet payer les pots cassés.



À la mi-octobre, le gouvernement hollandais utilisait pour la première de son histoire une loi votée en 1952, loi qui lui a permis de prendre le contrôle d'une entreprise en période critique. Le nom de la cible ? Nexperia, fabricant de semi-conducteurs passé dans le giron de l'investisseur chinois Wingtech à la fin des années 2010. Et autant dire que la décision de La Haye n'a pas plu en Chine, où la filiale locale a tout simplement fait

de facto sécession en autorisant ses salariés à ne plus obéir au siège, situé aux Pays-Bas. Et le problème devrait être plus large prochainement.

Nexperia est un fournisseur extrêmement important de la filière automobile européenne

La Chine n'a pas apprécié la prise de contrôle de Nexperia par le gouvernement hollandais, une opération quali-

fiée de « banditisme économique » par la chambre chinoise de commerce en Europe. Résultat, les autorités chinoises ont, en mesure de rétorsion, bloqué les exportations de Nexperia hors de son territoire. Or, le site le plus important de la multinationale se trouve dans ce pays, à Guangdong, avec une « usine représent[ant] 70 % de la capacité d'assemblage final et de test » de Nexperia. Ce qui est un vrai problème, Nexperia étant l'entreprise fournissant à elle seul

40% des différents composants électroniques de la filière automobile européenne. « Plusieurs usines vont s'arrêter la semaine prochaine » indique ainsi le vice-président en charge des ventes de Robert Bosch France, Pierre Rochefrette. « Des répercussions à court terme ne peuvent pas être exclues » reconnaît de son côté un porte-parole de Volkswagen.

Les constructeurs à la recherche de solutions alternatives

C'est ainsi déjà le branle-bas de combat chez les géants du secteur, qui cherchent à sortir le plus rapidement de cette dépendance. « Nous sommes en contact quotidien avec nos fournisseurs dans leur recherche de solutions alternatives pour assurer une continuité de production » a-t-il ainsi été expliqué du côté de Renault, dans des propos rapportés par Le Monde. Du côté de l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA), on est assez pessimiste, la directrice Sigrid de Vries évoquant « une situation qui vire rapidement au dramatique. » La solution pourrait bien se trouver du côté des politiques. Le gouvernement hollandais a ainsi essayé de désamorcer la situation, affirmant qu'il ne s'agissait pas d'une attaque contre la Chine. Le ministre du commerce chinois, Wang Wentao, pourrait lui prochainement effectuer une visite à Bruxelles, ce qui pourrait être l'occasion de trouver une issue à cette crise.

Le piratage de Jaguar Land Rover devient la cyberattaque la plus coûteuse jamais enregistrée au Royaume-Uni

L'attaque informatique subie par Jaguar Land Rover en août dernier aurait coûté près de 2,5 milliards de dollars à l'économie britannique. Selon un rapport indépendant, il s'agit du cyber-événement le plus préjudiciable jamais enregistré au Royaume-Uni. Le constructeur, paralysé pendant six semaines, n'a repris sa production que début octobre. Un désastre industriel et logistique qui illustre la fragilité du secteur face à la montée en puissance des cyberattaques. Les chiffres sont vertigineux. Et malheureusement pour Jaguar Land Rover, ils ne sont pas franchement positifs. Selon le Cyber Monitoring Centre (CMC), un organisme indépendant financé par l'industrie de l'assurance, le piratage de JLR en septembre dernier aurait coûté 1,9 milliard de livres sterling, soit environ 2,5 milliards de dollars, à l'économie britannique. Le rapport, publié ce mercredi 22 octobre, estime qu'au-delà du groupe automobile, ce sont plus de 5 000 organisations qui ont été touchées, directement ou indirecte-



ment, par l'arrêt brutal des systèmes du constructeur. La quasi-totalité des pertes proviendrait du gel de la production, aussi bien chez JLR que chez ses fournisseurs.

50 millions de livres perdues chaque semaine

Le CMC a noté l'incident de catégorie 3 sur 5, une classification réservée aux événements dits "systémiques", c'est-à-dire susceptibles d'avoir un effet d'entraînement sur tout un écosystème industriel. Le piratage a paralysé le constructeur dès la fin du mois d'août, bloquant ses

trois usines britanniques capables de produire jusqu'à 1 000 véhicules par jour. En septembre, Reuters estimait que Jaguar Land Rover perdait environ 50 millions de livres par semaine, un chiffre corroboré par plusieurs analystes. Le groupe Tata Motors, maison mère de JLR, a obtenu fin septembre une garantie de prêt de 1,5 milliard de livres de la part du gouvernement britannique afin d'éviter un effet domino sur sa chaîne de fournisseurs. Si la production a redémarré début octobre, les experts avertissent que les pertes pourraient encore augmenter si le retour à la nor-

male prend plus de temps que prévu.

Un impact qui va bien au-delà du constructeur

Pour le CMC, cette attaque est plus qu'un incident isolé : elle révèle la vulnérabilité structurelle des constructeurs automobiles, désormais dépendants d'infrastructures numériques massives. Et la date du piratage n'a pas arrangé les choses. Comme nous l'écrivions début septembre, l'incident est survenu le 1er septembre, jour du "new plate day", le plus crucial de l'année pour les immatriculations au Royaume-Uni. Aucune voiture Jaguar ni Land Rover n'a pu être enregistrée ce jour-là. L'organisme CMC souligne que cette attaque est la plus coûteuse jamais recensée outre-Manche. Et elle a eu un impact sur tout le tissu industriel britannique, des fournisseurs jusqu'aux concessionnaires. Un triste record pour une marque déjà en pleine restructuration, et un signal d'alarme pour tout le secteur automobile européen.

Un parfum d'essence pour les Kia électriques

Une Kia électrique qui sent l'essence ? Cela ressemble à un poisson d'avril, mais ce n'en est pas un. Ou du moins pas tout à fait. Nous comprenons ce dilemme, surtout si vous êtes propriétaire d'une Ceed. Après tout, Kia présente en avant-première deux nouveaux modèles pour lui succéder. Faut-il opter pour la version électrique EV4 ou s'en tenir à sa remplaçante à moteur thermique baptisée K4 ? Chez Kia Finland, on a trouvé de quoi vous aider à trancher la question... non sans une pointe d'humour. Les personnes qui commandent une nouvelle Kia EV4 recevront un désodorisant spécial. Un désodorisant qui donne à l'intérieur une odeur d'essence. Il ne s'agit pas d'un sapin parfumé - le fameux Arbre magique - que l'on accroche au rétroviseur intérieur, mais d'un jerrycan. Bien trouvé, en tout cas si c'était le 1er avril. Et il n'y a pas que dans la forme ou l'odeur que cet accessoire surprend ou amuse. Son argumentaire publicitaire vaut lui aussi le détour : "Un petit coup de pouce pour ceux qui veulent changer leurs habitudes de conduite. Ce désodorisant parfumé à l'essence soulage les symptômes de sevrage lors du passage d'un moteur à combustion à la conduite électrique. Édition limitée, disponible temporairement pour les acheteurs de la nouvelle Kia EV4". Un peu ridicule, bien sûr. Mais bien trouvé. Et Kia Finlande a réussi à faire parler d'elle de cette façon. Quant à savoir s'ils vendront davantage de Kia EV4 grâce à ce stratagème...

Mots fléchés

[illegible]

ALGER

Saisie de plus de 7000 capsules de psychotropes

Les services de police de Dar El Beïda à Alger, représentés par la brigade de police judiciaire, ont saisi 7.200 capsules de psychotropes, a indiqué samedi un communiqué de la Sûreté de wilaya d'Alger. "L'opération a été menée sur la base d'informations parvenues à la brigade de police judiciaire de Dar El Beïda", précise le communiqué, ajoutant que "l'intensification des investigations par les éléments de cette brigade ont permis l'arrestation d'un individu impliqué dans le trafic de psychotropes".



ACCIDENTS DE LA ROUTE:

Trois morts et 541 blessés en 48 heures

Trois personnes sont décédées et 541 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 23 au 25 octobre en cours, les éléments de la Protection civile ont enregistré 410 interventions, suite à plusieurs accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas, ayant causé trois décès sur les lieux d'accidents et 541 blessés". Par ailleurs, les secours de la Protection civile de la wilaya de Bejaïa ont procédé au repêchage de la dépouille d'une personne décédée à l'intérieur d'un puits d'environ 33 mètres de profondeur, sis au lieu-dit "Ait Lahdir", commune d'Akbou et au sauvetage d'une 2e personne, ajoute le bilan. En outre, les unités de la Protection civile de la wilaya de Tlemcen sont intervenues suite à l'effondrement partiel de l'escalier d'une habitation, sis au lieu-dit "Ouled Youcef", commune de Hounain, ayant causé le décès d'un homme de 53 ans.

LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

L'Algérie adhère à la Convention des Nations Unies

Chargé par le président de la République, le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Lounès Magramane, a signé, samedi à Hanoï, au nom de l'Algérie, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la cybercriminalité. Cette convention est le premier instrument international dédié à la lutte contre la cybercriminalité, dans lequel l'Algérie a joué un rôle central, en présidant le comité ad hoc chargé de son élaboration et en conduisant le processus de négociation depuis mai 2021, ayant abouti à son adoption lors de la 79e session de l'AG des Nations Unies en décembre 2024. Cette cérémonie a vu la signature de la convention par 64 Etats et organisations régionales. L'événement a été ouvert par le président du Vietnam, Luong Cuong, en présence de délégations de haut niveau et du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

CAMPAGNE DE PLANTATION D'UN MILLION D'ARBRES

Forte mobilisation de la population

Par Adem A.

La forêt domaniale d'Oumalou, dans la commune d'Aït Aggouacha (Tizi-Ouzou), a vibré samedi au rythme d'un événement national d'envergure : le lancement officiel de la campagne de plantation d'un million d'arbres, placée sous le slogan « Verte si Dieu le veut ». À travers cette opération symbolique et participative, les Algériens ont répondu massivement à l'appel de la reforestation, transformant cette journée en véritable fête de la nature et de la solidarité. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, accompagné du ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a donné le coup d'envoi de cette campagne nationale qui s'étendra à l'ensemble des wilayas. Le choix de Tizi-Ouzou n'est pas anodin : la région, durement touchée par les incendies, illustre parfaitement l'urgence d'un reboisement durable. Plus de 1 360 arbustes de chêne-liège y seront plantés pour réhabiliter cette essence noble et locale. Mais au-delà du symbole, c'est tout un pays qui s'est mobilisé. « Notre objectif initial était de

planter un million d'arbres, mais au vu de la formidable participation citoyenne, nous dépasserons largement ce chiffre », a affirmé le ministre Oualid, saluant « l'esprit de solidarité et d'engagement des Algériens ». Selon les premières estimations, le nombre total d'arbres plantés pourrait atteindre entre trois et cinq millions, un record national inédit. Cette dynamique populaire a été rendue possible grâce à l'implication conjointe des Directions des forêts, qui ont mis à disposition plus d'un million de jeunes plants, dont 130 000 fruitiers, et de l'association « Algérie Verte », présidée par Fouad Maïlla. Ce dernier a insisté sur « la dimension durable de cette initiative qui ne s'arrêtera pas à une seule journée », rappelant que la campagne s'inscrit dans une démarche scientifique et écologique, avec le choix d'essences adaptées à chaque région et un suivi technique rigoureux : arrosage régulier, protection contre le pâturage anarchique et surveillance de la croissance. De son côté, Mustapha Hidaoui a rendu hommage à « cette magnifique initiative qui met en avant les valeurs de citoyenneté et d'entraide du peuple algérien ». Pour lui, cette mobilisation illustre la volonté des

jeunes et des citoyens de « bâtir une Algérie verte et florissante pour les générations futures ». À Tizi-Ouzou, plus de 25 000 arbustes ont été mis en terre durant la journée, parmi lesquels des essences forestières comme le chêne-liège, le cèdre et le cyprès, mais aussi des arbres fruitiers tels que le figuier, le jujubier et l'olivier. L'opération a touché aussi bien les zones forestières que les établissements scolaires, les centres de formation et les quartiers urbains, pour renforcer la sensibilisation des jeunes à la protection de l'environnement. À travers cette campagne nationale, le ministère de l'Agriculture entend donner une nouvelle impulsion à la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques et à la promotion d'une économie verte. L'événement, qualifié par ses initiateurs de « journée historique », a démontré que la reforestation n'est pas seulement un acte écologique, mais aussi un geste de foi et de patriotisme collectif. « Ce que nous vivons aujourd'hui dépasse nos attentes. Cette campagne marquera le début d'une Algérie plus verte et plus résiliente », a conclu Fouad Maïlla.

CAMPAGNE DE PLANTATION D'UN MILLION D'ARBRES

Le ministre de la Communication souligne «la portée symbolique» de l'initiative

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a souligné, hier à Alger, "la portée symbolique" que revêt la campagne de plantation d'un million d'arbres auprès des Algériens, qui souhaitent que leur patrie demeure "toujours verte et victorieuse". Dans une déclaration à la presse lors de sa participation, aux abords de la coupole de l'Office du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, à l'initiative communautaire pour la

plantation d'un million d'arbres, M. Bouamama a précisé que cette initiative "revêt une portée symbolique auprès des Algériens qui souhaitent que leur patrie demeure toujours verte, prospère et victorieuse". Après avoir salué ce geste qui dénote, a-t-il dit, "une grande prise de conscience des citoyens de tout ce qui est bénéfique pour leur pays", le ministre a rappelé la stratégie de l'Etat dans ce domaine visant "la plantation de 4,7 mil-

lions d'hectares de couvert végétal forestier à l'horizon 2030, afin de compenser les pertes causées par les incendies au cours des dernières années". M. Bouamama a également estimé que cette initiative, placée sous le slogan "Khadra bi idni Allah" (Verte si Dieu le veut), ne consiste pas uniquement à planter un million d'arbres, mais également à ancrer les valeurs de la citoyenneté véritable auprès des Algériens qui répondent toujours à

l'appel lorsqu'il s'agit de leur pays", une dynamique qui "confirme que nous sommes dans une autre phase du processus d'édification de l'Algérie nouvelle et victorieuse". Le ministre a, en outre, mis en avant le besoin de la société de ce genre d'initiatives, saluant par là même les efforts de tous ceux qui œuvrent sur le terrain et proposent des initiatives concrètes d'intérêt général.

COOPÉRATION

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale reçoit son homologue soudanaise

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a reçu en audience la ministre d'Etat des Ressources humaines et de la Protection sociale de la République du Soudan, Mme Sulaima Ishaq Mohamed Al-Khalifa, lors de laquelle l'accant a été mis sur la nécessité de renforcer la coopération dans les domaines du travail et de la protection sociale, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur du Soudan en Algérie et de cadres des deux parties, M. Saihi a évoqué "les relations historiques fortes entre l'Algérie et le Soudan", soulignant "l'importance de

promouvoir la coopération bilatérale au niveau d'un partenariat pratique et efficace mutuellement bénéfique pour les deux pays". Le ministre a également exposé "les efforts fournis par l'Algérie en matière d'élargissement du système de sécurité sociale, d'ancrage des principes du dialogue social comme choix stratégique, et de mise en œuvre d'une approche globale visant à renforcer les droits socioéconomiques des travailleurs, ainsi que de promotion du travail décent selon les normes internationales adoptées par l'Organisation internationale du travail (OIT)". A cet égard, il a rappelé l'ensemble "des réformes initiées par l'Algérie au cours de dernières années en matière de modernisation des

systèmes de protection sociale, de soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre de la justice sociale et de l'égalité des chances, d'investissement dans le capital humain, et d'incitation des jeunes à accéder au marché du travail, à travers des mécanismes et dispositifs divers". De son côté, la ministre soudanaise a salué "l'expérience algérienne" et exprimé "l'intérêt de son pays pour bénéficier de l'expertise algérienne, notamment dans la formation des ressources humaines soudanaises dans les domaines de la culture ouvrière et de la sécurité au travail", exposant à son tour "les mesures prises par le Soudan afin de préserver la pérennité du système de sécurité sociale", ajoute le communiqué. A cette occasion,

les deux ministres ont exprimé "la volonté commune d'intensifier la coopération, à travers l'activation des mécanismes de coordination technique et d'échange d'expertises et d'expériences réussies, notamment en matière de sécurité sociale et de promotion du dialogue social, en vue de renforcer les opportunités de développement socioéconomique dans les deux pays". A noter que la rencontre a permis "d'échanger les points de vue sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines du travail et de la sécurité sociale, au mieux des intérêts des deux peuples, et de raffermir les liens historiques profonds entre les deux pays", conclut le communiqué.